



***Le Groupe BEI***



***Rapport d'activité 2001***

# Chiffres clés du Groupe BEI

(en millions d'euros)

## Banque européenne d'investissement

### Activité en 2001

<b>Prêts signés</b>	<b>36 776</b>
Union européenne	31 184
Pays candidats à l'adhésion	2 659
Pays partenaires	2 933
<b>Prêts approuvés</b>	<b>41 424</b>
Union européenne	35 163
Pays candidats à l'adhésion	3 376
Pays partenaires	2 884
<b>Prêts versés</b>	<b>31 573</b>
Sur ressources de la Banque	31 368
Sur ressources budgétaires	205
<b>Ressources collectées (après échanges)</b>	<b>32 172</b>
En monnaies communautaires	28 597
En monnaies non communautaires	3 575

### Situation au 31.12.2001

<b>Encours</b>	
Prêts sur ressources de la Banque	221 116
Garanties accordées	543
Financements sur ressources budgétaires	2 558
Emprunts à long, moyen et court terme	176 027
<b>Fonds propres</b>	<b>23 296</b>
<b>Total du bilan</b>	<b>209 376</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>1 311</b>
<b>Capital souscrit</b>	<b>100 000</b>
Dont libéré et versé	6 000

## Fonds européen d'investissement

### Activité en 2001

<b>Contrats signés</b>	<b>1 758</b>
Capital-risque (57 fonds)	800
Garanties (39 opérations)	958

### Situation au 31.12.2001

<b>Portefeuille d'opérations</b>	<b>5 340</b>
Capital-risque (153 fonds)	2 005
Garanties (86 opérations)	3 335
<b>Capital souscrit</b>	<b>2 000</b>
Dont libéré et versé	400
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>76</b>
y compris un résultat extraordinaire de 60,5 millions	
<b>Réserves et provisions</b>	<b>100</b>



# Sommaire

	<i>Pages</i>
<b>Message du Président</b>	<b>4</b>
<b>Cadre d'action et vue d'ensemble 2001</b>	<b>6</b>
<b>Le Plan d'Activité 2002 - 2004</b>	<b>8</b>
<b>L'activité du Groupe BEI en 2001</b>	<b>10</b>
Contribuer au développement équilibré de l'Union	11
L'« Initiative Innovation 2000 »	14
Protéger l'environnement et améliorer la qualité de la vie	16
Préparer les pays candidats à l'adhésion	18
Coopérer avec les pays partenaires	21
Le Groupe BEI au service des PME	24
Financer les réseaux transeuropéens	26
Promouvoir le capital humain	28
<b>Un intermédiaire financier de premier ordre</b>	<b>30</b>
Activité sur les marchés des capitaux	31
Coopération avec le secteur bancaire	35
Diversité des produits offerts	35
<b>Le fonctionnement du Groupe BEI</b>	<b>36</b>
Mieux rendre compte en améliorant la transparence	37
La gouvernance de la BEI	40
Le Comité de direction de la BEI	41
La structure des services de la BEI	42
La gouvernance et la structure des services du FEI	44
Le fonctionnement du Groupe BEI	45
Le bilan simplifié du Groupe BEI	46
<b>Projets finançables par le Groupe BEI</b>	<b>47</b>
<b>Les adresses du Groupe BEI</b>	<b>48</b>



# Message du Président

La BEI n'est pas une banque comme les autres ; elle a été créée pour supporter financièrement les objectifs de l'Union européenne. Cette spécificité, je l'ai caractérisée par la formule de « Policy driven Public Bank », c'est-à-dire d'une banque publique qui contribue, en pleine harmonie avec les autres institutions européennes et sans peser sur les finances publiques, à la réalisation de projets qui concrétisent les priorités économiques, sociales et, en définitive, politiques de l'Union.

C'est ainsi qu'en 2001, la BEI a prêté 36,8 milliards d'euros, dont plus de 31 milliards dans l'Union, et emprunté 32,3 milliards en 13 monnaies. Parallèlement, sa filiale spécialisée, le Fonds européen d'investissement, a fortement développé ses activités en faveur des PME, investissant plus de 800 millions de capital-risque et accordant 960 millions de garanties. Mais, au-delà du seul volume, c'est sur l'orientation qualitative de cette activité que je voudrais insister. Plus des deux tiers des actions du Groupe, soit 22 milliards, soutiennent la création de richesses dans les régions moins avancées de l'Union ou de ses futurs pays membres. Cette action, qui couvre tous les secteurs de l'économie - des infrastructures de base aux PME -, a eu un effet catalytique majeur sur l'implication d'autres sources de financement, qu'elles soient bancaires ou qu'elles proviennent des Fonds structurels communautaires.

Notre second objectif est la modernisation de l'économie européenne pour permettre à l'Union, à présent confortée par la création de sa nouvelle monnaie, de jouer pleinement son rôle dans une économie globali-

sée. L'« Initiative Innovation 2000 » (« i2i »), que le Groupe BEI a mise en place suite aux conclusions du Conseil Européen de Lisbonne de mars 2000, sert cette finalité en appuyant le développement d'une économie fondée sur la connaissance et l'innovation. En 2001, « i2i » aura connu un essor remarquable, portant à plus de 10,3 milliards le volume des opérations approuvées dans la totalité des pays membres de l'Union et sept des pays candidats. Ainsi, le Groupe est-il bien avancé dans la voie que le Conseil européen lui avait fixée, à savoir investir entre 12 et 15 milliards d'euros au titre de « i2i » d'ici à la fin 2003.

Au cours de l'année, nous avons appuyé pas moins de douze projets de recherche et développement d'un intérêt majeur pour le dynamisme de notre économie, tandis que ce sont près de 100 000 petites ou moyennes entreprises qui, à des titres divers, ont bénéficié de l'appui de la BEI ou du FEI. En outre, la Banque vient de décider, en réponse aux souhaits du Conseil européen de Gand, de renforcer son appui aux secteurs particulièrement touchés par le ralentissement conjoncturel ; pour ce faire, elle utilisera toutes les ressources de l'ingénierie financière du Groupe, notamment pour le partage de risques avec les promoteurs de projets.

La Banque ne peut maintenir ce niveau élevé d'activité sans prendre en compte les légitimes aspirations des peuples de l'Union à un développement respectueux de l'environnement. C'est pourquoi, outre l'intégration des considérations environnementales dans l'évaluation de tous les investissements qu'elle soutient, la BEI consacre près du quart de ses activités à des projets





dont la raison d'être est la préservation du milieu naturel, la réhabilitation de situations dégradées - notamment dans les pays candidats - ou l'amélioration de la qualité de vie urbaine. A cette fin, la Banque procède à une révision continue de ses méthodes et a repensé son organisation interne dans ce domaine, afin d'être toujours plus à même de soutenir les engagements de l'Union en matière de développement durable et de changement climatique.



A l'extérieur de l'Union, le Groupe BEI apporte une attention particulière à deux zones d'une importance vitale pour l'Europe de demain : l'Europe centrale et le Bassin Méditerranéen. Agissant dans ces pays en vertu de mandats de l'Union auxquels elle a ajouté, de sa propre initiative et à ses propres risques, des mécanismes financiers spécifiques, la BEI est, de loin, la première source de financement bancaire pour le développement de projets dans les pays limitrophes au Sud et à l'Est de l'Union. Elle y œuvre à la libéralisation des économies, au transfert de capital et de savoir-faire par la promotion de l'investissement direct étranger, ainsi qu'au développement de projets de portée régionale. Pleinement engagée à soutenir l'évolution des politiques de l'Union, la Banque est, dans ce domaine également, étroitement associée avec la Commission aux réflexions en cours, menées sous les auspices de la Présidence espagnole de l'Union, en vue d'une revitalisation du Partenariat Euro-méditerranéen lancé à Barcelone en 1995.

Le souci de l'efficacité opérationnelle doit s'inscrire dans un contexte de transparence et de responsabilité de nature à rapprocher l'institution des citoyens européens, bénéficiaires ultimes de nos activités. La BEI a ainsi, au cours de l'année 2001, approfondi son dialogue politique avec le Parlement européen et noué des

relations avec le Comité économique et social de l'Union. Elle a, en outre, mis en œuvre une nouvelle politique de transparence qui se traduit par une politique d'information repensée, ainsi que par un dialogue approfondi avec la société civile à travers les ONGs.

Est-il besoin de le rappeler, le Groupe BEI finance ses activités par une présence mondialisée sur les marchés des capitaux. La qualité de

ses actionnaires et de son portefeuille de prêts, comme le caractère équilibré entre prudence et innovation de ses politiques d'emprunt, permettent à la BEI d'établir sur les marchés une référence quasi-souveraine, unanimement reconnue par sa notation « Triple A ».

Au 31 décembre 2001, la Banque affichait un encours de prêts de 221 milliards d'euros, proche du maximum théorique de 250 milliards ; la réalisation de nos objectifs m'a donc amené à proposer à nos actionnaires une augmentation de 50 % du capital. Les travaux du Conseil d'administration sur les priorités pluriannuelles d'activité et sur les moyens de réaliser une augmentation du capital auto-financée ont largement tracé la voie de la décision prise par nos Gouverneurs, le 4 juin 2002. A cette occasion, la Banque aura vu, une fois encore, se confirmer le ferme et unanime soutien de ses actionnaires, les États membres de l'Union, ce dont je ne puis que les remercier.

Philippe Maystadt  
Président du Groupe BEI



# Cadre d'action et vue d'ensemble 2001

Banque publique, agissant en coopération avec les autres institutions de l'Union, la BEI contribue, sans peser sur les finances publiques, à la réalisation des projets qui concrétisent les priorités économiques et sociales de l'Union, conformément à ses statuts et aux décisions des Conseils européens.

Suite au Conseil européen de Lisbonne, en mars 2000, le Conseil des gouverneurs a décidé la constitution du « Groupe BEI », composé de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement. La BEI est ainsi devenue l'actionnaire majoritaire et l'opérateur du FEI, sa filiale spécialisée dans le capital-risque et les garanties en faveur des PME.

En 2001, son activité a été marquée par les orientations données par les Conseils européens de Stockholm et de Göteborg (mars et juin 2001), de Gand et de Laeken (octobre et décembre 2001) invitant la BEI :

- à poursuivre son soutien aux pays candidats à l'adhésion ;
- à renforcer son activité pour développer une économie européenne basée sur la connaissance et l'innovation ;
- à promouvoir une stratégie de développement durable et à coopérer avec la Commission pour la mise en œuvre d'une politique européenne sur les changements climatiques ;
- à soutenir l'investissement dans les secteurs particulièrement touchés par le ralentissement économique.

Pour répondre à ces invitations, la BEI a pris un certain nombre d'initiatives :

- intensification des financements de la BEI et du FEI pour des projets répondant à l'« Initiative Innovation 2000 » (« i2i »), mise en place après le Conseil européen de Lisbonne et extension de cette initiative aux pays candidats à l'adhésion ;
- attention spéciale accordée aux projets ayant un impact positif sur l'environnement et mise en place d'une structure renforcée de l'évaluation environnementale des projets au sein de la direction générale des projets ;
- financement jusqu'à 75 % du coût de certains projets dans les secteurs des transports, de la protection de l'environnement et du tourisme ainsi que dans les domaines couverts par « i2i », y inclus l'éducation.

---

Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en euro.



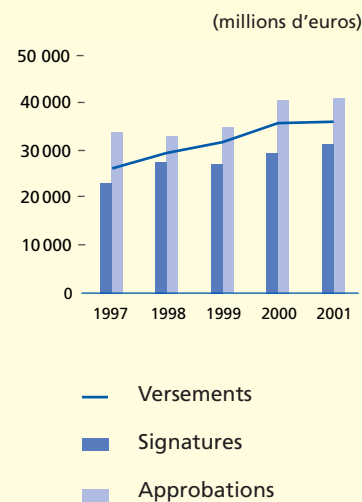
- Le total des **prêts signés** par la BEI se monte en 2001 à **36,8 milliards**. Comme annoncé en début d'exercice, ce chiffre a peu progressé par rapport à 2000 (36 milliards), traduisant ainsi la volonté de privilégier une orientation qualitative des décisions de financement.

La répartition est la suivante :

- 31,2 milliards dans l'Union européenne ;
- 2,7 milliards dans les pays candidats à l'adhésion ;
- 1,4 milliard dans les pays du partenariat euro-méditerranéen ;
- 319 millions dans les Balkans ;
- 520 millions dans les pays ACP/PTOM ;
- 150 millions en Afrique du Sud ;
- 543 millions dans les Pays d'Amérique latine, Asie.
- Les **versements** s'élèvent à **31,6 milliards**, dont 27,8 milliards dans l'Union européenne. 70 % de ces versements ont été effectués en euros.

- Les quelque 310 projets d'investissement évalués par les équipes de la Banque en 2001 se sont traduits par un volume d'**approbations** de **41,4 milliards**.
- Fin 2001, l'**encours** des **prêts** sur ressources propres et des garanties atteint 221,7 milliards. L'**encours** total des **emprunts** s'élève à 176 milliards. Le total du bilan se monte à 209,4 milliards.
- Les **emprunts** levés, après échanges, s'élèvent à **32,2 milliards**. Ils ont été effectués par l'intermédiaire de 148 transactions, mobilisant des fonds dans 13 monnaies. L'activité sur les marchés, après échanges, a été réalisée à 67 % en EUR contre 21 % en GBP et 8 % en USD.
- Parallèlement, le **FEI** <sup>(1)</sup> a fortement développé ses activités en faveur des PME, investissant plus de 800 millions de capital-risque et accordant 960 millions de garanties.

**Versements, contrats signés et projets approuvés par la BEI (1997 - 2001)**



(1) Le lecteur complètera le présent rapport d'activité du Groupe BEI en se référant également à la brochure du FEI disponible sur son site internet : [www.eif.org](http://www.eif.org)

Le lecteur trouvera sur le CD-Rom, inclus dans la présente brochure, l'ensemble des statistiques d'activité concernant l'année 2001 et les années 1997 - 2001, ainsi que la liste des projets financés durant l'année par le Groupe BEI. Ces données sont également disponibles sous le chapitre « Publications » du site internet de la BEI : [www.bei.org](http://www.bei.org)



# Le Plan d'Activité 2002 - 2004

Elaboré pour la première fois sur l'initiative du Conseil des gouverneurs de juin 1998, le Plan d'Activité est un document stratégique, approuvé par le Conseil d'administration, permettant de définir une politique à moyen terme et de fixer des priorités opérationnelles au regard des objectifs assignés à la Banque par ses gouverneurs pour assurer la réalisation des missions de la Banque définies au titre de l'article 267 du traité instituant la Communauté européenne. C'est également un instrument d'appréciation ex-post de l'activité de la BEI. Il couvre une période de trois ans, mais les perspectives stratégiques peuvent être adaptées durant cette période pour tenir compte des nouveaux mandats et de l'évolution du contexte économique. Le Plan d'Activité, adopté en décembre 2001, couvre la période 2002 - 2004.

L'activité de prêt est orientée selon cinq priorités opérationnelles :

1. Le **développement régional** et la cohésion économique et sociale au sein de l'Union : c'est la priorité numéro un de la Banque, qui s'assigne pour objectif de maintenir à 70 % au moins la part de ses prêts individuels dans les zones assistées de l'Union, l'objectif étant de 50 % pour ses prêts globaux. Dans la réalisation de ces objectifs, la Banque coopère étroitement avec la Commission afin de maximiser l'efficacité complémentaire des instruments financiers et budgétaires mis en œuvre par les deux institutions. La Banque continue d'affiner son approche en matière de prêts au développement régional. Elle met au point, à cette fin, une série d'indicateurs de performance des projets (voir encadré page 13).
2. La mise en œuvre de l'« **Initiative Innovation 2000** », appuyant l'émergence en Europe d'une économie fondée sur l'information et la connaissance. Les objectifs, en ce domaine, sont notamment le développement des prêts en faveur des réseaux des technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, le développement des PME et la diffusion de l'information, dont l'audiovisuel. En matière de recherche et de soutien aux objectifs de l'Union européenne dans le secteur audiovisuel, des modalités de coopération renforcée avec la Commission ont été introduites en 2001.
3. La stratégie de prêt en faveur de la protection de l'**environnement** et l'amélioration de la qualité de la vie a été repensée et une nouvelle structure environnementale a été créée au sein des services (voir encadré page 17). Afin de mieux informer le public du soutien que la Banque apporte à cet objectif primordial, la BEI a publié sur son site internet sa nouvelle déclaration environnementale et des notes de synthèse sur les changements climatiques et le développement durable. Là encore, la coopération avec la Commission ainsi qu'avec d'autres institutions financières demeure essentielle.
4. La préparation à l'adhésion des **pays candidats** continue à mobiliser toute l'attention de la Banque. Elle limite, à cet effet, son objectif de croissance des prêts dans l'Union pour dégager une plus grande marge de manœuvre pour les prêts dans ces pays. Sa stratégie de prêt a été réexaminée (voir encadré page 20). Le FEI a également élargi ses activités de capital-risque aux pays préadhésion qui devraient recevoir 10 % de sa capacité d'investissement.





5. La Banque apporte son soutien à la politique communautaire d'aide au développement et de coopération avec les **pays partenaires** :

- dans les pays du *bassin méditerranéen*, la première priorité est de financer des projets qui répondent à l'objectif du Partenariat euro-méditerranéen lancé à Barcelone en novembre 1995. A cette fin, la BEI conduit sa politique de prêts suivant trois axes : le développement du secteur privé et le renforcement du secteur financier local ; la création d'infrastructures de base, notamment dans le secteur de la protection de l'environnement ; le soutien de projets de dimension régionale issus de la coopération entre les pays concernés ;
- dans les *Balkans*, la BEI a mis en œuvre le Programme prioritaire de reconstruction (« Quick Start Package ») et s'est vue confier un rôle primordial dans la mise en œuvre d'un second programme de relèvement de l'économie, l'accent étant mis en particulier sur le financement de projets transfrontaliers d'intérêt régional dans les domaines des transports et de l'énergie ;
- le financement de projets d'intérêt mutuel continuera à être la priorité dans les pays d'*Amérique latine et d'Asie* où la coopération avec des institutions de financement multilatérales et bilatérales sera poursuivie et élargie ;
- dans les pays *ACP*, dans la lignée des objectifs généraux de l'accord de Cotonou, la première priorité sera le soutien au secteur privé. La Banque cherchera également à financer, sur une base sélective, des projets dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

En complément de ses priorités principales, le Plan d'Activité indique également que le financement des **PME**, à travers des prêts globaux et de l'activité de capital-risque, continuera à mobiliser les efforts du Groupe BEI. Une réflexion sur de nouveaux produits est en cours. Le soutien aux **RTE** (réseaux transeuropéens) de transport et d'énergie sera maintenu, les financements de type PPP étant davantage favorisés, à la fois sur le plan géographique et sur le plan sectoriel. En ce qui concerne le **capital humain**, il sera progressivement étendu à l'extérieur de l'Union.

# *L'activité du Groupe BEI en 2001*





# Contribuer au développement équilibré de l'Union

Œuvrer en faveur de la cohésion économique et sociale de l'Union est la première mission assignée à la Banque d'abord par le Traité de Rome, puis par celui d'Amsterdam (juin 1997) et constitue le premier des objectifs prioritaires du Plan d'Activité. Pour mieux évaluer l'impact de son action vis-à-vis de cet objectif, les services de la BEI ont mis au point des indicateurs pour apprécier la performance des projets qu'elle soutient.

La Banque coopère étroitement avec la Commission, complétant notamment l'impact des subventions budgétaires, afin de maximiser l'efficacité des moyens d'intervention des deux institutions. Elle agit également en tant que catalyseur majeur d'autres sources de financement, notamment bancaires.

Démontrant sa capacité à une orientation sélective des investissements vers ceux des secteurs ou des régions qui en ont le plus besoin, la Banque n'a cessé, ces dernières années, d'accroître ses financements au titre du développement régional dans le contexte d'un objectif général de croissance mesurée des activités de prêts dans l'Union. Ainsi, la croissance moyenne depuis 1994, démarrage de la deuxième phase de programmation des actions structurelles communautaires, est de 5 % par an ; en région objectif 1, la progression depuis 2000 se chiffre à + 19 %.

## 70 % des prêts individuels dans l'Union pour le développement régional

En 2001, la BEI a accordé **14,5 milliards de prêts individuels** pour des projets contribuant au développement des régions économiquement en retard ou aux prises avec des difficultés structurelles (régions objectifs 1 et 2), ce qui a représenté 70 % de son activité totale sur prêts individuels dans les pays de l'Union.

## 56 % en faveur des régions de l'objectif 1

Les régions de l'objectif 1, ainsi que les régions de l'objectif 1 en transition, ont bénéficié de 8,2 milliards de prêts individuels. Les Länder orientaux d'Allemagne ont bénéficié de 1,8 milliard, les pays de la cohésion (Espagne, Portugal, Irlande et Grèce) de 5,1 milliards et le Mezzogiorno italien de 866 millions.

Les prêts dans ces zones connaissent une nette progression par rapport à

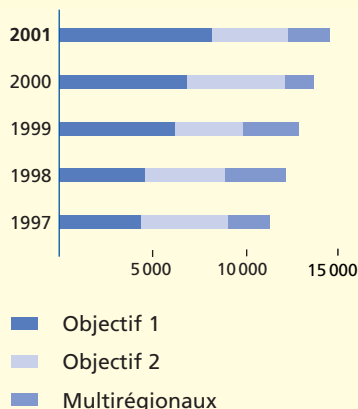
2000 (+ 19 %), en particulier grâce à l'accélération, pour la troisième année consécutive, des opérations dans les Länder orientaux d'Allemagne. Les prêts en Grèce se sont maintenus au niveau élevé atteint en 2000, alors que ceux au Portugal se sont accrus de 25 %.

Expression concrète de l'accord BEI-CE, la Banque a cofinancé pour la première fois l'ensemble d'un programme d'investissement défini par le Cadre communautaire d'appui (2000 - 2006) en faveur de la région Basilicate en Italie.

## 40 % en faveur des transports - 16 % pour le capital humain

Le transport, avec 40 % des financements, constitue le principal secteur soutenu dans les régions de l'objectif 1, pourcentage nettement supérieur à celui de l'ensemble de l'Union (25 %). Ces financements permettent d'atténuer les effets de l'éloignement géographique.

## Développement régional Prêts individuels 1997 - 2001 : 65 milliards





#### Développement régional Répartition par secteur des prêts individuels (2001)

	(millions d'euros)	
	montant	Total %
Energie	2 770	19
Communications	6 194	43
Gestion des eaux et divers	134	1
Aménagements urbains	445	3
Industrie, agriculture	2 365	16
Education, santé	1 957	13
Autres services	677	5
<b>Total prêts individuels</b>	<b>14 542</b>	<b>100</b>

La mise à niveau des infrastructures représente les deux tiers des interventions. Toutefois, les prêts en faveur d'activités d'industrie ou de services, créatrices de richesse et d'emplois, totalisent 17 % et ceux en faveur de l'éducation et de la santé, atteignent, avec 16 %, le double de la moyenne communautaire. Cela montre bien la volonté de la Banque de développer dans ces zones défavorisées des services d'éducation et de santé d'un niveau comparable à celui des régions plus développées et de favoriser ainsi l'égal accès des populations de l'Union aux techniques pédagogiques et soins les plus avancés.

#### L'impact des prêts globaux

Par ses lignes de crédit en faveur de banques ou d'institutions financières, la BEI soutient les PME, les petites infrastructures d'intérêt local et les investissements environnementaux de petite dimension. Le caractère multi-objectifs des prêts globaux ne doit pas dissimuler leur contribution à l'objectif de développement régional. Pour 2001, on peut estimer que les affectations sur prêts globaux dans les régions défavorisées de l'Union se sont élevées à environ 5,3 milliards dont la moitié dans les régions de l'objectif 1.

#### Intégration des pays candidats

Afin de contribuer à résoudre dès maintenant les disparités régionales, la BEI

intègre les pays candidats dans son action en faveur des zones assistées. En 2001, les prêts individuels ont totalisé 2,1 milliards. La Pologne en a absorbé 48 %, la Hongrie 16 %, la République tchèque 13 % et la Slovaquie 9 %.

Les principaux secteurs bénéficiaires ont été les transports (51 %) ainsi que les télécommunications (20 %) et les infrastructures environnementales (25 %). De premiers prêts ont été accordés pour l'éducation et la santé (75 millions).

Par ailleurs, quelque 600 millions de prêts globaux contribueront au financement de PME et de petites infrastructures locales.

#### Contribution de l'activité de capital-risque

L'activité de capital-risque du FEI tient pleinement compte de la nécessité de promouvoir un marché de capital-risque équilibré à l'intérieur de l'Union. Dans les pays du sud de l'Union (Grèce, Portugal et Espagne) de même que dans les pays candidats, l'intervention du FEI a joué un rôle significatif pour le développement du marché des pays concernés. De plus, le FEI joue un rôle de catalyseur dans le sud de l'Union en attirant d'autres investisseurs. D'autre part, une partie des garanties mises en place par le FEI sur ses propres ressources ont bénéficié à des fonds régionaux dans des régions de l'objectif 1 au Royaume-Uni et dans les nouveaux Länder d'Allemagne.



## Mesurer la performance des projets répondant à l'objectif de développement régional

Afin d'apprécier la manière dont la Banque assume les missions qui lui sont assignées, celle-ci a mis en place une réflexion pour développer des indicateurs pertinents de la performance des projets qu'elle finance au regard de ses objectifs, et en premier lieu de sa contribution au développement régional. Cette réflexion s'est appuyée sur ce qui constitue les « trois piliers » de la valeur ajoutée de la Banque :

- **Qualité intrinsèque du projet** : validité du projet sur les plans économique, financier, technique et environnemental.
- **Contribution aux missions de la Banque** : adéquation du projet aux orientations des interventions structurelles communautaires ou aux plans nationaux de développement, synergie avec les subventions communautaires.
- **Valeur ajoutée financière** du recours aux ressources de la Banque pour les acteurs concernés : subsidiarité, effet de catalyse, ingénierie financière.

La mesure de la performance des projets étant un processus continu de sa préparation à sa réalisation physique et à son exploitation, la méthodologie proposée est appliquée tout au long du cycle du projet.

Un premier exercice a été effectué sur le bilan de l'activité en faveur du développement régional en 2000. Les prêts individuels en faveur de cet objectif ont atteint 13,7 milliards. Plus de la moitié a bénéficié aux régions de l'objectif 1. L'ensemble du soutien aux infrastructures a représenté plus des trois quarts des financements, les transports à eux seuls en constituant près d'un tiers.

- **Qualité** : la moitié des opérations font état de taux de rentabilité économique supérieurs à 10 % et les trois quarts des infrastructures de base essentielles au développement affichent des taux de plus de 6 %, ce qui correspond à la normale pour ce type de projets.
- **Contribution aux missions** : on relève une étroite complémentarité entre les choix d'investissement de la Banque dans ces régions et la réalisation des objectifs définis à l'échelle de l'Union : trois quarts des financements en faveur des réseaux communautaires de communication, 63 % des prêts participant à la protection de l'environnement, 87 % des interventions dans le capital humain ont été destinés aux régions défavorisées. Enfin, la quasi-totalité des prêts approuvés au titre de l'« Initiative Innovation 2000 » concernaient des zones moins avancées de l'Union. Un quart des opérations ont donné lieu à des cofinancements avec des fonds budgétaires communautaires. 4,5 milliards de prêts (30 % des montants) ont été associés à environ 2,3 milliards de subventions structurelles.
- **Valeur ajoutée** : Les principales raisons évoquées par les promoteurs pour qualifier l'intervention de la Banque résident dans ses conditions en termes de durée et de taux. Ces avantages ont permis au client soit de limiter le poids global de sa dette, soit, en réduisant le coût de ses financements, de diminuer la tarification pour les usagers ou pour les autorités locales. Par ailleurs, le respect du principe de subsidiarité s'est illustré par le fait que, pour la moitié des opérations, l'intervention de la Banque représente moins de 50 % des financements bancaires externes. Cette proportion est dépassée pour les projets d'infrastructures publiques ou pour des investissements localisés en zone objectif 1 pour lesquels l'implication du secteur bancaire commercial est naturellement moins élevée.

Les analyses effectuées sur les opérations en 2000 sont encore sommaires et les méthodologies seront affinées. Elles apportent néanmoins un éclairage positif sur la manière dont la Banque remplit ses missions.





## L'« Initiative Innovation 2000 »

L'« Initiative Innovation 2000 » (« i2i ») a été mise en place par le Groupe BEI suite aux conclusions du Conseil Européen de Lisbonne (mars 2000) pour appuyer le développement d'une économie européenne fondée sur la connaissance et l'innovation. En 2001, « i2i » aura connu un essor significatif, portant à plus de 10,3 milliards (9,1 milliards pour la BEI et 1,2 milliard pour le FEI) le volume des opérations approuvées dans la totalité des pays membres et sept pays candidats. Fin 2001, le total des prêts signés s'élevait à 7,2 milliards (dont plus de 5 milliards en 2001) et le volume des prises de participations du FEI se montait à plus de 2 milliards (dont 800 millions pour la seule année 2001). Ainsi, le Groupe BEI est-il bien avancé dans la voie que le Conseil européen de Lisbonne lui avait fixée en mars 2000, à savoir investir entre 12 et 15 milliards au titre d'« i2i » d'ici à fin 2003.

« i2i » s'articule autour de cinq objectifs qui préparent la modernisation technologique et l'adaptabilité du capital humain à l'économie européenne de demain.

### La recherche et le développement

En 2001, 1,7 milliard a été prêté par la BEI pour financer 12 projets de recherche et développement menés, dans 10 pays de l'Union et en Hongrie, dans les domaines de la chimie-pharmacie, de la métallurgie, des composants électroniques et des télécommunications. Parmi ceux-ci, il convient de relever deux projets d'envergure paneuropéenne intéressant les efforts de recherche relatifs à la mise en place et à la gestion partagée des réseaux de télécommunications de la 3ème génération.

Plusieurs fonds soutenus par le FEI concourent également au financement de la recherche. Parmi ceux-ci, on peut citer « Heidelberg Innovation », en Allemagne, « BIOAM » en France et « SYMBION » au Danemark.

### Le développement des PME et l'esprit d'entreprise

Au cours de l'exercice, plus de 800 millions, représentant environ le quart du marché européen du capital-démarrage, ont été engagés par le FEI dans 57 fonds de capital-risque, catalysant quelque 3 milliards d'in-

vestissements, opérés dans la totalité des États membres et dans cinq pays candidats. Il convient également de souligner des prises de participations dans 11 fonds de capital-risque paneuropéens, favorisant l'émergence d'opérateurs de taille comparable à ceux des Etats-Unis.

### Les technologies de l'information et des communications (TIC)

Vecteurs essentiels de la diffusion de l'innovation et de l'échange de données entre entreprises, les réseaux technologiques de l'information et de la communication ont attiré, en 2001, 1,8 milliard de prêts de la BEI en Espagne, Portugal, Italie, au Royaume-Uni, Suède, Finlande et dans les pays candidats. En particulier, on relèvera le financement du projet paneuropéen « Télia » portant sur l'extension du réseau à large bande vers les pays candidats d'Europe centrale (Pays baltes, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie) à partir de la Scandinavie, de l'Allemagne et de l'Autriche.



### L'enrichissement du capital humain

1,4 milliard a été prêté par la BEI en 2001 pour financer 11 projets du secteur de l'éducation relatifs à la modernisation et l'informatisation des écoles, collèges et universités en Allemagne orientale, Autriche, Danemark, Grèce et au Royaume-Uni, ainsi qu'en Pologne.

Tous ces projets sont localisés en zones de développement régional, favorisant un meilleur accès des populations concernées aux pratiques éducatives les plus avancées.

700 millions ont en outre bénéficié au secteur de la santé.

#### « i2i - Audiovisuel »

« i2i-Audiovisuel », lancé par le Groupe BEI en décembre 2000, tend à soutenir la création audiovisuelle européenne, et la conversion de l'industrie aux technologies de la communication.

En 2001, la BEI a financé pour 147 millions un nouveau centre de télévision (production, digitalisation et diffusion) au Danemark, ainsi que deux intermédiaires financiers spécialisés dans le

financement de la production de films et agissant sur une base paneuropéenne depuis la France. Ces prêts portent à 219 millions les financements de la BEI signés dans le secteur audiovisuel.

Pour sa part, le FEI a engagé quelque 89 millions dans 7 fonds de capital-risque en Allemagne, Finlande, Italie, Espagne, Danemark, spécialisés notamment dans le renforcement des fonds propres des PME du secteur de l'audiovisuel, en particulier celles opérant dans le secteur de la production.

## Coopérer pour dynamiser la recherche et le développement

La Banque européenne d'investissement, représentée par son Président **Philippe Maystadt** et la Commission européenne, représentée par **Philippe Busquin**, le Commissaire à la Recherche, ont signé en juin 2001, un accord renforçant leur coopération afin de dynamiser l'investissement dans la recherche et l'innovation technologique en Europe grâce à l'offre de financements complémentaires.

L'objectif principal de cette action est de maximiser l'impact, d'une part, des financements de l'Union et, d'autre part, des prêts de la BEI et du capital-risque du FEI qui concernent directement des infrastructures ou des activités de recherche ou des entreprises innovantes. Cet objectif sera atteint par une meilleure coordination des financements respectifs des deux institutions et l'établissement de synergies entre le programme-cadre de recherche de l'Union et l'« Initiative Innovation 2000 » de la BEI.

Cette coopération active entre la Commission européenne et le Groupe BEI sera initiée dans trois domaines spécifiques :

- stimuler des projets de recherche et de développement technologique et l'exploitation de leur résultat ;
- soutenir les infrastructures de recherche et la création de « centres d'excellence » rassemblant universités, entreprises et laboratoires de recherche-développement ;
- financer les entreprises de haute technologie et les incubateurs par l'apport en capital-risque.

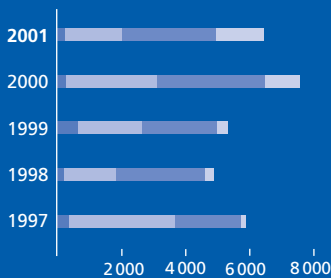


## Protéger l'environnement et améliorer la qualité de la vie

### Environnement et qualité de la vie

#### Prêts individuels

1997 - 2001 : 29 milliards



- Environnement naturel
- Environnement et santé
- Environnement urbain
- Environnement régional et mondial

### Environnement et qualité de la vie

#### Prêts individuels (2001)

(millions d'euros)

	Total
Environnement naturel	238
Environnement et santé	1 792
Environnement urbain	2 917
Environnement régional et mondial	1 503
<b>Total prêts individuels</b>	<b>5 937*</b>

\* Certains projets pouvant appartenir à plusieurs sous-objectifs, les différentes rubriques ne sont pas cumulables

La protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de la vie ainsi que le soutien à la politique de l'Union européenne en matière de changement climatique figurent parmi les priorités de la BEI. L'action de la Banque dans ce domaine a été formalisée pour la première fois lors de la Déclaration en faveur de la protection de l'environnement prise par le Conseil des gouverneurs en 1984. Elle finance des projets destinés spécifiquement à la protection de l'environnement, mais tient également compte des considérations environnementales dans l'ensemble des projets qu'elle instruit.

La BEI soutient la politique de l'Union en matière de changement climatique, notamment au travers de ses prêts en faveur de projets qui soutiennent une utilisation rationnelle de l'énergie -par exemple, la production combinée de chaleur et d'électricité, l'efficacité industrielle, les transports publics- ou un recours aux énergies renouvelables.

La Banque s'est fixé pour objectif de consentir entre un quart et un tiers des prêts individuels dans l'Union européenne en faveur des projets de sauvegarde et d'amélioration de l'environnement ; une proportion semblable devrait être appliquée dans les pays candidats.

**Dans l'Union européenne**, les prêts individuels de la BEI en faveur de l'environnement, ont atteint 5,9 milliards, soit 29 % des prêts individuels.

- L'environnement urbain, avec 3,4 milliards, a représenté la majorité des interventions : réseaux de transports publics urbains dans de nombreuses villes ; rénovation urbaine avec projets de logement social en Finlande, en Suède et au Royaume-Uni, ainsi que travaux concernant le patrimoine et divers aménagements à Venise.
- Par ailleurs, l'adduction d'eau potable et l'assainissement des eaux usées, le traitement des déchets solides et dangereux, l'amélioration de la qualité de l'air, ainsi que les économies d'énergie et la substitution inter énergétique ont bénéficié de financements.
- On peut, de plus, estimer à quelque 2 milliards les crédits sur prêts globaux

accordés à de petites infrastructures locales qui ont souvent un impact décisif sur la qualité de l'environnement dans nos régions.

- Au titre du Programme de « Croissance et environnement », le FEI a accordé 86 millions de garanties à des institutions financières de 8 pays de l'Union. Dans le cadre de ce programme pilote mis sur pied sur l'initiative du Parlement européen, le FEI assure la couverture partielle, sur son propre risque, de portefeuilles d'investissement opérés par des PME dans le secteur de l'environnement. La dotation du budget communautaire (25 millions) prend en compte le coût des primes d'assurance versées par les PME. Au total, depuis son lancement, le Programme a ainsi facilité les investissements dans ce domaine de plus de 4 750 petites entreprises.



Dans les pays candidats à l'adhésion, les prêts en faveur de la sauvegarde de l'environnement ont atteint 484 millions, soit environ 20 % du total des prêts individuels.

Des travaux de reconstruction suite aux inondations qui ont frappé la Pologne et la Hongrie ont été financés, ainsi que des projets liés à l'assainissement des eaux usées en Pologne, à Prague et dans diverses villes hongroises et slovénes.

Les financements dans ces pays les aident à s'aligner sur les normes environnementales de l'Union. Certains projets ont été co-financés par la Commission européenne, bénéficiant ainsi de subventions communautaires.

Dans les pays du partenariat euro-méditerranéen, l'essentiel des 580 millions a été consacré à des projets liés à l'eau et à l'assainissement au Maroc, en Algérie, en Turquie et en Tunisie. Les prêts de la

BEI pour des projets environnementaux peuvent être assortis d'une bonification d'intérêt de 3 % financée sur ressources budgétaires de l'Union. En 2001, des prêts pour un total de 60 millions ont bénéficié de telles bonifications.

## Nouvelle structure environnementale à la BEI

Après une période d'examen et de consultation, la BEI a mis en place un certain nombre de nouvelles dispositions dans le but de renforcer l'évaluation des projets sous l'angle environnemental dans le cadre de ses activités de prêt. Les mesures institutionnelles prises par la BEI tiennent compte de la priorité accordée aux objectifs environnementaux, ainsi que de la diversité et de la complexité des questions liées au souci de protéger et d'améliorer l'environnement.

S'appuyant sur l'expérience d'institutions financières comparables et sur son propre savoir-faire, qui ont permis à la Banque d'enregistrer de bons résultats par le passé dans le domaine de l'environnement, le Comité de direction a approuvé trois principales mesures :

- la mise en place d'un « Comité de pilotage de haut niveau » pour les questions environnementales (ENVSC), qui réunit des représentants de plusieurs directions et qui a pour tâche de donner des orientations aux organes décisionnels de la Banque sur les nouvelles questions fondamentales de politique en la matière au fur et à mesure de leur apparition ;
- l'extension des compétences de la direction « Projets » de la Banque en matière d'évaluation environnementale, au travers du développement continu des méthodologies et du renforcement du savoir-faire grâce à la mise en place d'un groupe spécialisé chargé de renforcer l'évaluation des questions environnementales relatives aux projets (ENVAG) ;
- la création d'une unité « Environnement » (ENVU), également au sein de la direction « Projets », qui servira de point de référence pour l'élaboration et la diffusion des politiques et procédures environnementales de la Banque et qui sera chargée de renforcer les liens - existants ou nouveaux - avec l'extérieur en matière d'environnement.

Ces nouvelles dispositions renforceront le soutien que la BEI apporte à la promotion de la politique environnementale de l'Union ainsi qu'au développement durable, permettront de veiller à ce que l'ensemble des activités que finance la Banque intègrent le meilleur rapport coût-bénéfice environnemental et serviront de base à la prestation d'une valeur ajoutée de la Banque en matière d'environnement.





## Préparer les pays candidats à l'adhésion

Depuis 1990, les interventions de la Banque dans les pays candidats à l'adhésion totalisent 16,8 milliards : 16,2 milliards dans les pays d'Europe centrale et 567 millions à Chypre et Malte <sup>(1)</sup>. De 1996 à 2000, le montant annuel moyen des prêts s'est élevé à 2,1 milliards. En 2001, la Banque, continuant à consacrer un volume important de ressources à des projets qui permettront aux pays candidats de se conformer aux politiques et aux normes en vigueur dans l'Union, a prêté 2,7 milliards dans les douze pays candidats.

Elle intervient dans le cadre :

- du mandat de prêt, associé à des dispositifs de sûretés spécifiques liés au budget communautaire, qui l'autorise à prêter à concurrence de 8,68 milliards pendant la période 2000 - 2006 ;
- de son mécanisme triennal préadhésion qui porte sur 8,5 milliards (2000 - 2003), mis en place à son initiative et à ses propres risques. Il ne bénéficie pas de la garantie communautaire.

La politique habituelle de la Banque en matière de risque de crédit s'applique aux opérations de prêts dans les pays candidats.

### Amélioration de l'environnement

L'adhésion à l'Union implique, pour les Etats candidats, qu'ils se conforment aux normes communautaires relatives à l'environnement.

Pour les y aider, la Banque a accordé en 2001, 484 millions de prêts pour le traitement des déchets municipaux et des eaux usées en Hongrie, des réseaux de distribution et d'assainissement en Pologne à Szczecin et à Lodz, en République tchèque, à Prague, en Slovaquie.

En Hongrie et en Pologne, des projets de prévention des crues et de réparations suite aux inondations ont été financés pour permettre une meilleure protection.

### Santé et éducation

De premiers prêts ont été consentis pour la modernisation d'infrastructures de la santé et de l'éducation à Lodz, en Pologne et pour l'équipement du nouvel hôpital de Nicosie, à Chypre, totalisant 75 millions.

### Aide efficace aux PME

Les prêts accordés au secteur industriel par la BEI l'ont été sous forme de lignes de crédits accordées à des banques partenaires qui rétrocèdent ces fonds à des PME. Les petites et moyennes entreprises sont en effet un vecteur majeur du développement d'un secteur privé dynamique et porteur d'emplois dans les pays candidats.

#### Pays candidats à l'adhésion 1997 - 2001 : 12 milliards

2001	2 659
2000	2 948
1999	2 373
1998	2 375
1997	1 544

#### Pays candidats à l'adhésion Prêts accordés en 2001

	(millions d'euros)
Pologne	1 144
Hongrie	483
République tchèque	390
Slovénie	223
Bulgarie	130
République slovaque	79
Lituanie	55
Roumanie	40
Estonie	35
Lettonie	5
<b>Europe centrale</b>	<b>2 584</b>
Chypre	50
Malte	25
<b>Méditerranée</b>	<b>75</b>
<b>Pays candidats *</b>	<b>2 659</b>

\* dont mécanisme  
préadhésion : 2 285 millions

(1) En 2001, la Turquie a été incluse dans la liste des pays éligibles aux financements du mécanisme préadhésion de la Banque. Toutefois, les prêts signés au titre de l'exercice (370 millions) l'ont été dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen et de la facilité TERRA. C'est pourquoi, pour une raison de continuité de présentation, les opérations en Turquie sont documentées au chapitre des Pays partenaires.





De plus, le FEI a acquis des participations dans cinq fonds de capital-risque, à caractère multi-pays, qui couvrent tous les pays candidats d'Europe centrale pour un montant de 65 millions : le Baltic Investment Fund, le Baltic SME Fund, le Baring Central Europe Fund et le Raiffeisen Central and Eastern Europe Equity Fund et le Innova/3 L.P. Le FEI joue dès maintenant un rôle croissant dans l'émergence de sociétés de capital-développement actives dans la région.

### Soutien continu aux réseaux de transport et de télécommunications

Pour répondre aux besoins considérables des pays candidats dans le secteur des **transports**, la BEI y a consacré 40 % de ses financements en 2001 : accroissement des capacités et réhabilitation du réseau ferroviaire, remise en état de tronçons de routes régionales, création d'autoroutes, pont sur le Danube.

L'existence de structures modernes de **télécommunications** est une condition préalable à l'exercice d'activités économiques et des moyens de communication efficaces sont indispensables pour attirer de nouveaux investissements étrangers. Pour améliorer les liaisons fixes et mobiles, 423 millions ont été prêtés dans sept pays.

### Prêts de la BEI signés pour les corridors de transport prioritaires dans les pays candidats d'Europe centrale

-  Corridors prioritaires
-  Rail
-  Route
-  Port
-  Gestion du trafic aérien
-  Aéroport





## L'avenir de la politique de prêt dans les pays candidats

Durant les années à venir, l'activité de la BEI dans les pays candidats à l'Union continuera à s'intensifier et à se diversifier en prélude à un élargissement réussi, témoignant de la volonté de la Banque à contribuer à la réalisation des politiques de l'Union. Ainsi que souligné dans le Plan d'Activité, les prêts dans les Pays candidats contribuent au développement régional dans une perspective communautaire élargie. De fait, si on globalise en 2001, les financements dans les pays candidats avec ceux dans les régions défavorisées de l'Union, l'activité de prêts individuels de la Banque en faveur de la cohésion économique et sociale représente 73 % de l'activité. Ces financements seront réalisés en étroite coopération avec la Commission.

- Dans le domaine des **transports**, l'accent sera mis sur une répartition équilibrée des moyens de financement entre le rail et la route, ainsi que sur l'amélioration des transports aériens de passagers et de fret.
- L'**environnement** continuera à nécessiter de plus en plus d'investissement au fur et à mesure que les pays s'aligneront aux normes requises par les directives environnementales de l'Union. Le traitement des eaux usées et des déchets solides, les transports municipaux, le milieu urbain, le remplacement et la modernisation d'installations industrielles bénéficieront d'une attention particulière.
- Afin de stimuler l'esprit d'entreprise et de soutenir l'important secteur des **PME**, la coopération avec les banques sera renforcée à travers les prêts globaux de la BEI. Le FEI a aussi commencé à intervenir en faveur du capital-risque et intensifiera son action.
- Une vaste gamme d'opérations **industrielles** sera soutenue, permettant la restructuration d'entreprises et l'implantation d'investisseurs étrangers. Cela favorisera la création d'emplois et le renforcement de la valeur ajoutée des postes de travail existants dans la région.
- En ce qui concerne l'**énergie**, les efforts porteront sur les réseaux de distribution et le remplacement d'installations obsolètes ainsi que sur la rationalisation de l'utilisation de l'énergie et la sécurité de l'approvisionnement.
- Une attention particulière sera apportée à l'**éducation** et à la **santé**, les compétences et les installations ne cadrant guère avec les besoins d'une économie moderne.
- La Banque confirmera son soutien aux réseaux de **télécommunications** faisant appel aux technologies de l'information et de la communication, favorisant la mise en place d'une économie basée sur la connaissance.

Les opérations dans ces différents secteurs bénéficieront du soutien de l'« Initiative Innovation 2000 » étendue aux pays candidats à l'adhésion, à la demande du Conseil européen de Stockholm (mars 2001).



# Coopérer avec les pays partenaires

La Banque apporte son soutien aux politiques communautaires d'aide au développement et participe activement aux politiques de coopération menées par l'Union dans quelque 150 pays tiers. Elle agit dans le cadre des mandats <sup>(1)</sup> de prêts qui lui sont confiés par l'Union bénéficiant d'une garantie externe mais aussi du mécanisme additionnel financier de partenariat euro-méditerranéen institué par la BEI suite au Conseil européen de Nice (décembre 2000) qui prévoit une enveloppe de prêts allant jusqu'à un milliard d'ici janvier 2007 à l'appui de grands projets trans-régionaux de transport, d'énergie et d'environnement.

## Partenariat euro-méditerranéen

En 2001, la BEI a soutenu les objectifs du partenariat euro-méditerranéen, en vue de créer une zone de stabilité et de prospérité économique, par un volume sans précédent de prêts de **1,4 milliard**.

L'accent a particulièrement été mis sur les infrastructures -gestion des eaux, transports et aménagements urbains, énergie- qui ont totalisé 1,1 milliard. Le solde a soutenu le développement des PME du secteur privé par le biais de prêts globaux.

A noter le prêt destiné à la reconstruction des installations industrielles dans les régions de Turquie victimes de tremblement de terre dans le cadre du mécanisme TERRA.

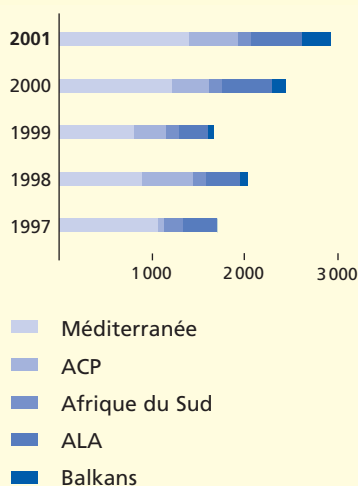
Le volume des prêts en 2001, la diversité des secteurs financés et des moyens mis en œuvre confirment la BEI, première source bancaire de financement pour le développement durable dans la région, comme un acteur majeur du développement économique des pays partenaires méditerranéens.

La BEI est activement partie prenante, aux côtés de la Commission, aux réflexions en cours, menées sous les auspices de la Présidence espagnole, en vue d'une revitalisation du Partenariat euro-méditerranéen lancé à Barcelone en 1995.

## Pays méditerranéens Prêts accordés en 2001

	(millions d'euros)	
	Total	dont capitaux à risques
Turquie	370	
Tunisie	225	
Algérie	225	
Egypte	180	
Maroc	280	
Syrie	115	
Régional	6	6
<b>Méditerranée</b>	<b>1 401</b>	<b>6</b>

## Pays partenaires 1997 - 2001 : 11 milliards



(1) Voir tableau G « Conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou en cours de négociation au 28 janvier 2002 » dans le Rapport statistique contenu dans le CD-Rom inclus dans la brochure. Ces données sont également disponibles sur le site Internet de la BEI : [www.bei.org](http://www.bei.org)



## Balkans Prêts accordés en 2001

(millions d'euros)

	Total
Croatie	146
République fédérale de Yougoslavie	66
Albanie	47
Bosnie-et-Herzégovine	40
ARYM	20
<b>Balkans</b>	<b>319</b>

## ACP-PTOM Prêts accordés en 2001

(millions d'euros)

	Total	dont capitaux à risques
Afrique	436	278
Centrale et Equatoriale	144	56
Australe et Océan indien	139	69
Orientale	85	85
Occidentale	66	66
Régional Afrique	2	2
Caraïbes	73	43
Ensemble		
des pays ACP	8	8
PTOM	3	3
<b>ACP-PTOM</b>	<b>520</b>	<b>332</b>

## Balkans

Après avoir appuyé, pour l'essentiel, le secteur des transports depuis le début de ses interventions dans les Balkans dans le cadre du Pacte de Stabilité, la BEI a diversifié ses prêts dans la région en 2001 afin de fournir un soutien accru au secteur privé. Cette évolution s'explique par l'amorce d'une situation de stabilisation et de développement économique de la région. Toutefois, la BEI continuera à financer des infrastructures puis qu'elle est appelée à jouer un rôle décisif dans la mise en œuvre du second paquet de reconstructions urgentes représentant un investissement total de 2,4 milliards.

En 2001, la BEI a augmenté sensiblement ses financements qui atteignent **319 millions** : 79 % pour les infrastructures de base, y compris l'énergie et 21 % pour le secteur privé à travers des prêts globaux en Croatie et en ARYM.

Elle a accordé son premier prêt à la République fédérale de Yougoslavie.

## Afrique, Caraïbes, Pacifique et PTOM

La BEI contribue au financement du développement des pays ACP/PTOM dans le cadre des politiques de développement de l'Union européenne. La nouvelle convention de Cotonou fournira, lorsqu'elle sera entrée en vigueur, la plus grande enveloppe financière prévue à ce jour, 1,7 milliard sur les ressources propres de la Banque et 2,2 milliards sur les 5 années à venir au titre de la nouvelle facilité d'investissement dont la convention de Cotonou confie la gestion à la BEI. La Banque prépare activement la mise en place de cette nouvelle facilité qui fera appel à divers instruments de partage de risques.

En 2001, la Banque est intervenue dans 21 pays et a prêté son concours à la réalisation de cinq projets régionaux. Les prêts totalisent **520 millions** dont 332 millions de capitaux à risques.

Parmi les projets significatifs, on peut citer le projet d'oléoduc entre le Tchad et le Cameroun, partie d'un projet intégré plus vaste portant sur la mise en valeur des ressources pétrolières de la région et ayant un impact décisif sur le PIB des régions concernées.

## Afrique du Sud

**150 millions** de prêts ont concerné le financement de petites infrastructures et de PME ainsi que la route à péage N4, contribution essentielle au réseau desservant les alentours de Pretoria.

## Pays d'Amérique latine, Asie

Les prêts accordés en 2001 (**543 millions** au total) intéressent l'Amérique latine (365 millions) et l'Asie (178 millions).

La première priorité reste le renforcement de la présence internationale des entreprises et des banques européennes en apportant un soutien à leurs filiales et coentreprises. Plus de 90 % de prêts ont servi cet objectif.

## Amérique latine et Asie Prêts accordés en 2001

(millions d'euros)

<b>Amérique latine</b>	<b>365</b>
Brésil	171
Argentine	124
Panama	54
Mexique	16
<b>Asie</b>	<b>178</b>
Philippines	93
Chine	56
Indonésie	28
<b>Amérique latine, Asie</b>	<b>543</b>





## Forum BEI : Coopération en Méditerranée

Le septième Forum de la BEI <sup>(1)</sup> a rassemblé les 25 et 26 octobre 2001, à Sorrente, quelque 400 spécialistes venus des milieux gouvernementaux et politiques, ainsi que de l'administration, de l'industrie et du secteur bancaire de l'Union et des pays partenaires méditerranéens. Ils ont passé en revue les résultats du processus de Barcelone et se sont penchés sur les facteurs de succès ou d'échec du développement économique de la région.

Dans son discours d'ouverture, **M. Philippe Maystadt**, Président de la BEI, a appelé à un nouveau renforcement de la coopération euro-méditerranéenne pour garantir la stabilité et le développement de la région. Il a également souligné que, ces dernières années, le développement économique a été très inégal d'un Etat à l'autre dans la région méditerranéenne.

En clôturant les débats, **M. Francis Mayer**, Vice-président en charge notamment des financements de la Banque dans les pays partenaires méditerranéens, a synthétisé les travaux du colloque comme suit : « Les pays méditerranéens qui souhaitent bénéficier des opportunités accrues offertes par une zone de libre échange avec l'Union, dont la mise en place est prévue pour 2010, devront redoubler d'efforts pour moderniser leurs économies et mettre en place les réformes structurelles nécessaires pour générer la croissance et attirer les investissements étrangers. L'Union européenne est prête à soutenir ce processus. Ces efforts donneront un nouvel élan au processus de Barcelone et permettront également à la région de bénéficier des effets d'un nouvel élargissement de l'Union. Le développement durable dans la région ne peut être atteint qu'au travers d'un partenariat toujours plus étroit entre l'ensemble des pays et des acteurs économiques. Le renforcement de la 'coopération Sud-Sud' est indispensable dans la région ».

Parmi les orateurs du colloque, on relevait une forte représentation des pays partenaires méditerranéens, notamment MM. Dervis, ministre des affaires économiques (Turquie), El-Dersh, ministre de la planification et de la coopération internationale (Egypte), Merdassi, ministre de la coopération internationale et de l'investissement étranger (Tunisie), Oualalou, ministre des finances, de l'économie, de la privatisation et du tourisme (Maroc), Lahlimi, ministre de l'économie sociale, des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat, chargé des affaires générales du gouvernement (Maroc), Benjelloun, secrétaire général, Banque marocaine du commerce extérieur (Maroc), Canevi, président de Turk Ekonomi Bankasi (Turquie), Abdelkefi, président de Tuninvest Finance Group (Tunisie).

L'orateur invité au Forum BEI 2001 était M. Pedrag Matvejevič, écrivain, et professeur à l'Université de Sapienza de Rome. Parmi ses publications figure notamment « Mediterranean - a cultural landscape », ouvrage axé sur les pays du pourtour de la mare-nostrum.

(1) Pour plus d'informations sur les travaux du BEI-Forum, voir BEI-Information N° 109 et [www.bei.org](http://www.bei.org)



*M. Solbes Mira,  
Commissaire européen*



*M. Laurent Fabius, Ministre  
de l'économie et des finances*



*Lord Rothschild, Président  
de Rothschild capital Ltd.*



*M. Miquel Nadal Segalá,  
Secrétaire d'Etat aux  
affaires étrangères*



*M. Henri Proglio,  
Président du Directoire  
de Vivendi Environnement*



*M. Vito Tanzi, Sous-secrétaire  
d'Etat au ministère des finances*





## Le Groupe BEI au service des PME

Les PME représentent plus de 98 % de l'ensemble des entreprises privées en Europe et elles contribuent dans une large mesure à la création d'emplois. Au cours des dix dernières années, le nombre de postes de travail qu'elles ont créé a contrebalancé les pertes d'emplois imputables aux opérations de rationalisation menées dans le cadre de projets industriels de grande envergure. Elles continuent cependant à souffrir d'une insuffisance - en volume comme en durée - de financements adaptés à leurs besoins.

Le Groupe BEI peut fournir à la fois des financements traditionnels à moyen et long terme par l'intermédiaire des prêts globaux classiques et des fonds propres au travers d'opérations de capital-risque. Trois instruments différents permettent de répondre aux besoins de financement des PME :

- les prêts globaux de la BEI ;
- le portefeuille de garanties du FEI en faveur des PME ;
- les activités de capital-risque du FEI.

Au total, ces activités cumulées bénéficient à quelque 100 000 PME européennes et des pays candidats.

### Les prêts globaux de la BEI

Le financement des PME est une activité qui s'exerce au niveau local. C'est pourquoi, la Banque s'appuie sur un réseau décentralisé de partenaires financiers pour soutenir, par leur intermédiaire, des projets d'investissement de taille limitée.

En 2001, la **BEI** a accordé 10,5 milliards de prêts globaux dans les pays de l'Union européenne dont la moitié environ a soutenu l'investissement des PME. Ce sont donc 5,2 milliards qui bénéficieront à environ 24 000 entreprises.

Le montant moyen du financement s'établit aux alentours de 215 000 euros, particulièrement bien adapté aux besoins. Les entreprises de moins de 100 salariés représentent les deux tiers des entreprises bénéficiaires.

Afin d'élargir encore son champ d'action, la BEI diversifie et spécialise l'éventail de ses partenaires bancaires en s'attachant spécialement à privilégier le financement de PME par des banques partenaires ayant de fortes implantations en zones de développement régional.

### Le capital-risque

En janvier 2001, la BEI a transféré au FEI son activité de prises de participations, lui permettant ainsi de devenir l'institution financière de l'Union européenne spécialisée dans le capital-risque et les garanties en faveur des PME.

En 2001, le **FEI** a conclu 57 opérations pour 800 millions d'euros, dans les 15 pays membres et 5 pays candidats, ce qui en fait un acteur majeur du marché du capi-



tal-risque européen, notamment en matière de capital de démarrage, segment du marché où se concentre son activité.

L'essentiel de ses ressources est confié au FEI par la BEI, dans le cadre de l'« Initiative Innovation 2000 ». Des montants complémentaires sont mis à disposition par la Commission, dans le cadre du programme pluriannuel pour les entreprises (MAP) (2001/2005) pour le financement de capital d'amorçage (« seed-capital ») et d'incubateurs. La complémentarité prévalant entre les mandats de la Commission et de la BEI mérite d'être soulignée, puisqu'ils portent sur des cycles successifs du capital-risque (amorçage puis démarrage).

La stratégie d'investissement du FEI se décline autour de 3 axes :

- soutien à la haute technologie européenne ;
- développement de fonds actifs sur le flanc Sud de l'Europe (Espagne, Italie du Sud, Portugal et Grèce) ainsi que dans les pays candidats où le marché est moins développé ;
- développement de fonds opérant sur une base « paneuropéenne », de façon à leur conférer une masse critique comparable à celle des grands fonds américains.

Au 1er janvier 2002, le FEI gère un portefeuille de 153 fonds correspondant à 2 milliards d'euros.

### Les garanties aux PME

La garantie de portefeuilles de prêts bancaires en faveur de PME constitue l'autre pilier de l'activité du FEI : elle porte sur des opérations de rehaussement de crédit, de ré-assurance et de contre-garantie et s'appuie sur un réseau de 86 intermédiaires financiers. En 2001, le FEI a conclu 39 nouvelles opérations de garanties de portefeuilles PME, pour un montant total de 958 millions d'euros.

La majorité de ces opérations (64 % du portefeuille) a été conclue au titre de la Facilité PME, financée sur ressources budgétaires communautaires. Dans le cadre du Programme pluriannuel pour les entreprises 2001/2005, cette Facilité vient d'être étendue à la garantie d'opérations de micro-crédit, de prises de participation et d'investissement de PME dans le domaine des technologies de l'information.

Le FEI gère également le programme « Croissance et Environnement » (20 % du portefeuille) qui permet la garantie d'investissements faits par des PME dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'« éco-business ».

Enfin, les opérations de garanties que le FEI monte sur ses propres ressources se sont développées de façon significative : ces opérations de garanties du FEI sont dotées d'un effet de levier particulièrement important et constituent une optimisation intéressante des ressources.

Le total des engagements de garantie du FEI porte sur plus de 3,3 milliards d'euros.



Onze des quatorze projets prioritaires de transport et sept des dix projets prioritaires d'énergie ont à ce jour fait l'objet d'engagements de la BEI à hauteur de 17 milliards.

## Financer les réseaux transeuropéens

Des réseaux de communication et de transfert d'énergie performants constituent un élément essentiel de l'intégration économique de l'Union, ainsi que de la préparation à son élargissement. Depuis 1993, suite aux travaux du Groupe Christophersen et suite à l'identification, par le Conseil européen d'Essen (décembre 1994) des réseaux transeuropéens prioritaires, la Banque a régulièrement développé son activité en faveur des RTE.

La BEI constitue la **première source de financement bancaire** de ces grands réseaux. Elle peut mobiliser, aux meilleures conditions, les importants montants nécessaires à leur réalisation ; de plus, elle est à même d'offrir des conditions de durée et de mise à disposition des financements adaptées à l'ampleur des projets et de catalyser d'autres sources de financement. Cela s'illustre notamment par le nombre croissant de **partenariats publics-privés** soutenus par la BEI et combinant les avantages propres aux deux secteurs pour la réalisation de ces infrastructures. Après avoir financé de nombreux projets dans l'Union, elle a étendu ce type de partenariat en 2001 aux pays candidats à l'adhésion.

La BEI a mis en place, en 2000, un **Mécanisme de Financement Structuré** (MFS) permettant d'offrir des produits financiers diversifiés. Son objectif est d'apporter une valeur ajoutée à des projets prioritaires en intervenant en complément des banques commerciales et des marchés des capitaux. Ces opérations seront réalisées principalement dans les pays de l'Union européenne, mais aussi dans les pays candidats.

### 6,1 milliards dans l'Union

En 2001, l'activité de prêts en faveur des RTE à l'intérieur de l'**Union** est restée soutenue : 5,1 milliards pour des réseaux de transport et 1 milliard pour les télécommunications.

Dans le domaine des **transports**, les principaux financements intéressent :

- la construction de *lignes ferroviaires à grande vitesse*, en France, en Italie et aux Pays-Bas ;
- les améliorations des *réseaux routiers et autoroutiers* dans huit pays ;
- le renforcement d'*infrastructures aéroportuaires* en Allemagne, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Irlande ainsi qu'au Portugal ;
- l'extension ou la modernisation d'*infrastructures portuaires*.

### 1 milliard pour les pays candidats

Dans les **pays candidats**, où il existe de gros besoins de développement et de réhabilitation des infrastructures, les projets pour les RTE de transport et de télécommunications atteignent **1 milliard** : transports ferroviaires, routiers ou autoroutiers, situés sur des corridors prioritaires, réseaux de télécommunications ou de téléphonie mobile.



## La BEI contribue à la revitalisation du rail

Comme elle l'avait annoncé dans son nouveau livre blanc sur les transports, adopté le 12 septembre 2001, la Commission européenne a proposé en janvier 2002 un nouveau paquet de mesures destinées à revitaliser le rail. Depuis de longues années, la BEI s'investit dans le financement du transport ferroviaire. Sur les cinq dernières années, 12,3 milliards de prêts en faveur du mode ferroviaire ont été réalisés (12,6 milliards pour des autoroutes). En ce qui concerne plus particulièrement des lignes à grande vitesse, la BEI a financé, à raison de plus de 7 milliards, les réseaux français, belges, espagnols, italiens et britanniques.

En 2001, deux projets particulièrement importants, faisant partie des quatorze projets prioritaires, ont reçu un soutien de la BEI : le TGV Est-Europe en France et le projet HSL Zuid aux Pays-Bas.

Le **TGV Est-Europe**, reliant la France au Luxembourg et à l'Allemagne, représente un maillon important du futur réseau ferroviaire européen à grande vitesse. Le tracé total, d'une longueur de 405 kilomètres, mettra Metz à 1h30 de Paris, Strasbourg à 2h20 et Francfort à 3h45. Il renforcera l'attrait du rail pour les voyageurs se déplaçant sur des grandes distances grâce à une amélioration sensible de la durée et du confort des déplacements dans une grande partie de la France et dans certaines régions d'Allemagne, ainsi qu'au Luxembourg. Les travaux préliminaires ont été lancés début 2001 et la mise en service de l'ouvrage est prévue pour 2006.

510 millions ont été accordés en 2001 à Réseau Ferré de France et aux régions Champagne-Ardenne, Alsace et Lorraine.

Le projet **HSL Zuid** (aux Pays-Bas) représente la phase finale de la mise en place du vaste réseau ferroviaire à grande vitesse PKBAL (Paris-Cologne-Bruxelles-Amsterdam-Londres). Il porte sur la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse qui reliera Amsterdam, aux Pays-Bas, à la frontière de ce pays avec la Belgique, via Rotterdam.

La ligne HSL Zuid, longue de 80 kilomètres, dont l'entrée en service est prévue en 2006, permettra aux passagers des économies de temps et une fiabilité accrue. Amsterdam ne sera plus qu'à 3 heures environ de Paris et Londres pourra être rejointe en 3h40. L'attrait global que suscite l'utilisation du transport ferroviaire sur un axe européen de première importance se trouvera ainsi renforcé.

Le projet HSL Zuid fera date aux Pays-Bas, non seulement parce qu'il sera synonyme d'un service de meilleure qualité pour les voyageurs, mais aussi parce qu'il constituera le premier partenariat public-privé à bénéficier dans ce pays d'un financement sur projet. La BEI a joué un rôle actif, en collaboration avec un groupe de banques internationales, dans la mise sur pied du montage de 1,2 milliard d'euros nécessaire au financement de cette concession liée aux infrastructures ferroviaires. Elle a accordé, en 2001, un prêt de 400 millions.





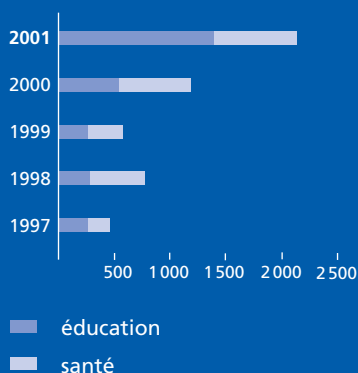
## Promouvoir le capital humain

La promotion du capital humain -éducation, santé- constitue un élément essentiel du développement économique et social.

Les conclusions du Conseil européen de Lisbonne (mars 2000) le rappelaient en ces termes : « Les ressources humaines sont le principal atout de l'Europe et devraient être au centre des politiques de l'Union ».

Soucieuse de permettre également aux pays candidats à l'adhésion d'améliorer leur système de santé et d'éducation, la BEI a étendu le financement de ces secteurs aux 12 pays candidats. De premiers prêts ont été signés en 2001 à Nicosie (Chypre) et à Lodz (Pologne).

**Capital humain**  
**Prêts individuels**  
**1997 - 2001 : 5 milliards**



En 2001, le volume des prêts dans le secteur de la santé et de l'éducation a connu une hausse importante : 2,1 milliards contre 1,2 milliard en 2000.

### 1,4 milliard pour l'éducation

Dans ce secteur, des financements ont été octroyés à l'appui d'une large gamme de projets d'infrastructures. Ils portaient notamment sur :

- la modernisation d'établissements d'enseignement supérieur en Allemagne orientale et d'écoles primaires en Grèce ;
- la rénovation d'écoles et la fourniture d'outils TIC (technologies de l'information et de la communication) en Angleterre et en Écosse dans le cadre d'accords de partenariat public-privé ;
- la mise à disposition de laboratoires de recherche informatique et de réseaux d'échange de données en Grèce ;
- la mise en œuvre de projets divers en Autriche, au Danemark et en Finlande (mise à disposition d'infrastructures éducatives modernes parmi lesquelles des bibliothèques, des laboratoires, etc.)

### 700 millions pour la santé

Les projets dans le secteur de la santé concernaient entre autres :

- la modernisation d'établissements hospitaliers à Chypre et en Pologne (il s'agissait des premiers prêts octroyés par la Banque hors de l'Union) ;
- des projets d'envergure dans le secteur hospitalier en Haute et Basse-Autriche ;
- la mise en œuvre, au Royaume-Uni, d'un projet portant sur la restructuration d'un hôpital et son équipement en technologies de l'information dans le cadre d'un accord de partenariat public-privé ;
- la construction d'un nouvel hôpital dans une région assistée d'Espagne et la modernisation des infrastructures de soins de santé dans la partie orientale de l'Allemagne.









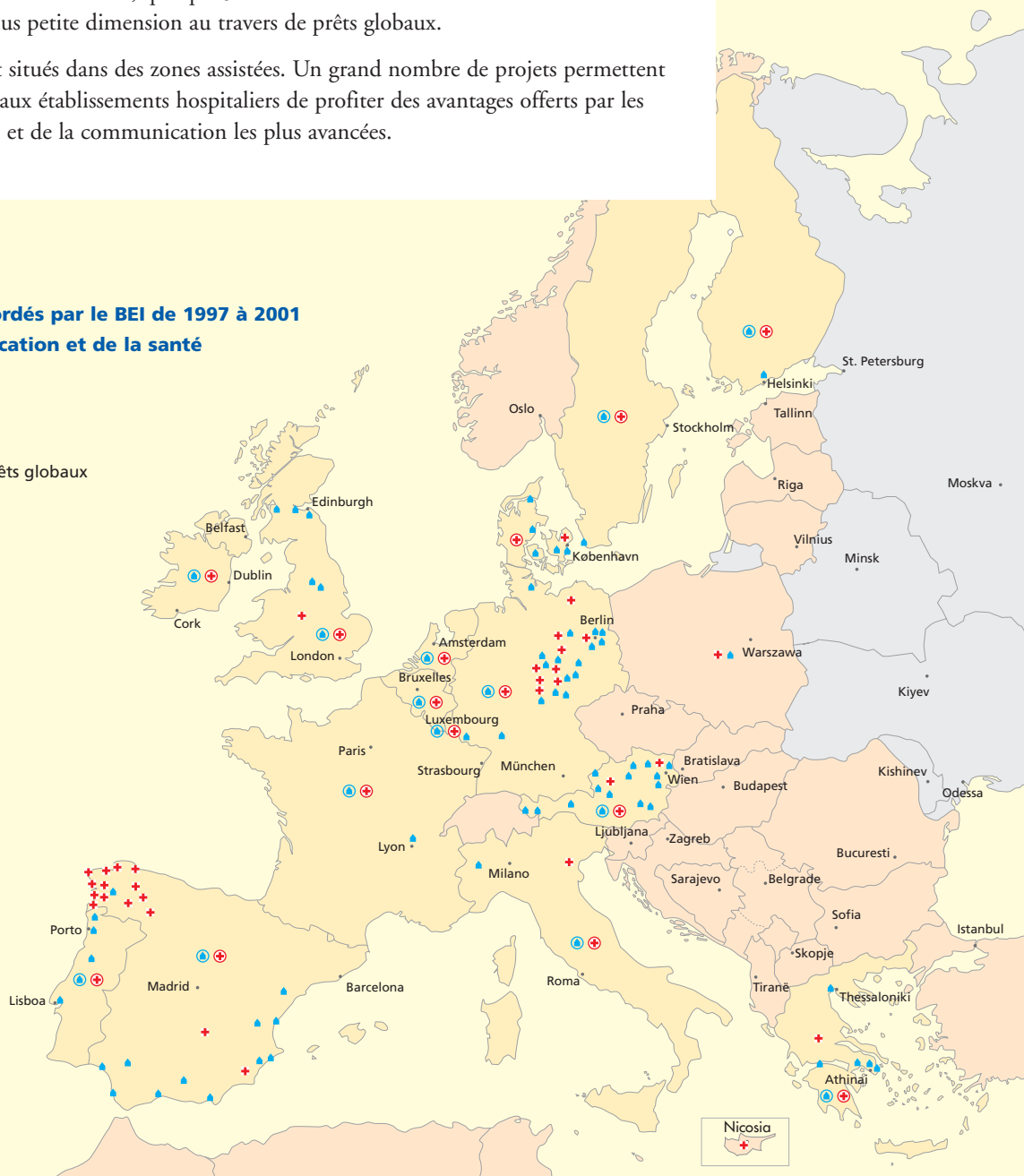
## 8 milliards en faveur du capital humain depuis 1997

Depuis 1997, la Banque a accordé plus de 5 milliards de prêts à l'appui d'investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation. En outre, quelque 3 milliards ont été alloués à ces mêmes secteurs pour des infrastructures de plus petite dimension au travers de prêts globaux.

Près de 90 % des projets sont situés dans des zones assistées. Un grand nombre de projets permettent aux écoles, aux universités et aux établissements hospitaliers de profiter des avantages offerts par les technologies de l'information et de la communication les plus avancées.

### Financements accordés par le BEI de 1997 à 2001 en faveur de l'éducation et de la santé

-  Education
-  Santé
-   Crédits sur prêts globaux



*Un intermédiaire financier de premier ordre*





# Une présence large et soutenue sur les marchés internationaux des capitaux

L'optimisation des coûts dans la durée et le renforcement de la liquidité sur le marché secondaire demeurent les piliers de la stratégie de la Banque en matière de collecte de ressources. Cette stratégie a pour but de maintenir la position de la BEI en tant qu'emprunteur AAA non souverain de référence de premier plan, qui lui permet d'accorder les meilleures conditions de prêt possibles, et par conséquent de continuer à servir au mieux les politiques de l'Union européenne. La Banque a eu recours pour ce faire à une double approche - en partie stratégique et en partie dictée par le marché.

L'un des aspects principaux de l'activité a été le lancement de grands emprunts obligataires liquides de référence en EUR, en USD et en GBP. La stratégie adoptée vise à élargir la clientèle d'investisseurs de la BEI et à renforcer la présence de la Banque sur le marché en proposant aux investisseurs des titres très liquides qui s'échangent par voie électronique. Dans un souci de transparence, on a eu recours à un système de constitution de carnets d'ordres et de regroupement des offres de souscription (pot syndication).

Par ailleurs, dans le cadre de l'activité d'émission, des produits personnalisés, adaptés aux besoins spécifiques des investisseurs, ont été mis en place dans toutes les monnaies disponibles. La Banque a répondu aux besoins des petits investisseurs et des institutionnels à la recherche d'instruments spécifiques en lançant des emprunts sur mesure et innovants, souvent assortis d'options telles que remboursement anticipé, taux plafond, taux plancher (calls, caps, floors), et dont le coupon et le remboursement sont liés à l'évolution d'indices boursiers et aux mouvements de rapports de change. Dans le contexte de sa politique de gestion des risques, la Banque est restée vigilante, analysant de façon rigoureuse les divers types de risques associés à ces émissions et mettant en place les couvertures adéquates.

La BEI a continué à rechercher les possibilités d'emprunt dans les monnaies des pays candidats à l'adhésion, tant sur les marchés intérieurs de ces pays que sur l'euromarché. Grâce à son excellente note de crédit, elle a toujours la possibilité d'émettre des obligations à très long terme dans ces monnaies, contribuant ainsi à approfondir les marchés de capitaux. Les ressources empruntées dans ces monnaies sont prêtées aux promoteurs de projets dans la zone concernée ; cette manière d'éliminer les risques de change est de nature à encourager fortement les investissements et, partant, à favoriser l'intégration. La BEI joue un rôle important en tant qu'émetteur international également par la diversification des monnaies dans lesquelles elle emprunte. On en veut pour preuve sa forte présence notamment au Japon, dans la zone Asie/Pacifique et sur le marché de l'Afrique du Sud.

Un programme promotionnel complet et efficace a été mis au point à l'intention tant des investisseurs institutionnels que des petits porteurs. De nombreuses tournées de présentation auprès des investisseurs ont été organisées dans les principaux centres financiers du monde afin de renforcer les canaux de distribution de la BEI et de mieux faire connaître sa gamme de produits.

Le volume total avant échanges des emprunts signés représentait 32 305 millions d'EUR, soit une hausse de 11 % par rapport à l'année précédente (29 002 millions en 2000). La part des ressources empruntées dans

des monnaies de pays de l'UE était de 53 % (contre 72 % en 2000). Globalement, des obligations ont été émises dans 13 monnaies différentes (10 en 2000) dans le cadre de 148 transactions (149 en 2000).





## Emprunts signés en 2001

(montants en millions d'euros)

	Avant échanges		Après échanges	
	M EUR	%	M EUR	%
EUR	10 398	32,2	21 535	66,9
DKK	0	0,0	31	0,1
GBP	6 862	21,2	6 971	21,7
SEK	0	0,0	60	0,2
<b>Total UE</b>	<b>17 261</b>	<b>53,4</b>	<b>28 597</b>	<b>88,9</b>
AUD	117	0,4	0	0,0
CHF	204	0,6	204	0,6
CZK	16	0,0	23	0,1
HKD	413	1,3	0	0,0
HUF	79	0,2	0	0,0
JPY	379	1,2	541	1,7
NOK	50	0,2	0	0,0
PLN	209	0,6	142	0,4
SKK	0	0,0	111	0,3
TWD	313	1,0	0	0,0
USD	13 092	40,5	2 484	7,7
ZAR	171	0,5	69	0,2
<b>Total non UE</b>	<b>15 044</b>	<b>46,6</b>	<b>3 575</b>	<b>11,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>32 305</b>	<b>100</b>	<b>32 172</b>	<b>100</b>

Après échanges, le volume total collecté représentait 32 172 millions d'EUR en 11 monnaies (29 038 millions en 2000). La Banque a continué à recourir aux marchés des échanges dans des proportions très importantes (81 % des ressources empruntées, soit 26 209 millions d'EUR au total, contre 83 % en 2000 24 197 millions). Cette politique est dictée par la nécessité pour la Banque, d'une part, de s'adapter aux besoins en termes de décaissements de prêts, tant sur le plan des monnaies que des formules de taux d'intérêt, et, d'autre part, de se couvrir, d'une manière générale, contre les risques de taux.

Les ressources à taux variable (25 818 millions d'EUR, contre 24 006 millions en 2000) ont représenté 80 % du total collecté, et le volume emprunté à taux fixe a augmenté pour passer de 5 032 millions en 2000 à 6 354 millions. Le profil moyen de durée des emprunts, à 6,3 ans, a été plus court qu'en 2000 (12,5 ans).

Dans le cadre de la gestion de sa dette, la Banque a conclu des opérations de remboursement anticipé et de rachat de titres à hauteur de 981 millions d'EUR (828 millions en 2000).

## Activité d'emprunt sur les marchés

La BEI est le premier émetteur supranational et le seul émetteur de référence à offrir une courbe de rendements de référence liquides dans chacune des principales monnaies : EUR, USD et GBP. Elle propose aussi aux investisseurs un large éventail d'emprunts obligataires structurés et adaptés à des demandes spécifiques, libellés dans un grand nombre de monnaies. Dans le cadre de sa politique générale en matière de collecte de ressources, la BEI contribue en outre activement au

développement des marchés de capitaux en Europe centrale et en Asie.

**EUR : 10 398 millions avant échanges/  
21 535 millions après échanges**

Sur le segment des émissions de référence en euros, 10 milliards d'EUR ont été collectés au travers de quatre emprunts EARN (obligations de référence pour la zone euro), activité qui a renforcé la politique, engagée par la BEI de longue date, de soutien à la monnaie de l'Europe et aussi sa présence sur les marchés internationaux.

Dans la première partie de l'année, la Banque a poursuivi sa stratégie consistant à augmenter des lignes de référence existantes afin d'en accroître la liquidité et de remplir ainsi les conditions plus rigoureuses en vigueur dans la zone euro. Elle a procédé à trois réouvertures : plus 3 milliards d'EUR pour l'emprunt EARN à échéance 2006, plus 1 milliard d'EUR pour EARN 2008, plus 1 milliard d'EUR pour EARN 2005. Deux de ces lignes ont ainsi atteint le seuil des 5 milliards d'EUR requis pour être admises sur EuroMTS (la plate-forme de courtage électronique largement reconvenue) et font à présent l'objet d'échanges selon des schémas conformes à ceux des obligations publiques européennes les plus liquides.

Dans la seconde partie de l'année, une nouvelle émission EARN de référence a vu le jour : une opération globale EARN de 5 milliards d'EUR à échéance 2007, la plus grande émission obligataire lancée par la Banque en une seule tranche. Minutieusement préparé, l'emprunt a été émis avec le soutien total de la communauté bancaire internationale. Son prix a été établi sur la base d'un processus systématique de constitution de carnets d'ordres qui a permis





d'aboutir à un coût inférieur aux niveaux comparables que la BEI obtient sur le marché secondaire. Cette opération s'est vu décerner le prix d'Euro-week pour « l'émission obligataire supranationale de l'année 2001 » au vu de l'accueil que le marché lui a réservé pour son exécution et son prix.

À la fin de 2001, la courbe EARN comprenait neuf emprunts de référence pour les échéances 2003 à 2010, et tous les titres correspondants, qui représentent un encours de près de 40 milliards d'EUR (voir tableau ci-dessous), s'échangeant sur le réseau de courtage électronique MTS. Cinq de ces emprunts se négocient sur EuroMTS, le segment le plus liquide du réseau MTS, où leurs prix sont cotés en parallèle.

Outre son activité d'émission d'emprunts de référence en euros, la Banque a continué à lancer des opérations structurées et ciblées afin de répondre aux préférences respectives des petits porteurs et des investisseurs institutionnels ; ces émissions ont représenté un total de 398 millions d'EUR. Pour satisfaire la demande japonaise en faveur d'emprunts structurés, une première émission d'obligations libellées en EUR a été lancée au Japon à l'intention des petits investisseurs.

**GBP : 4 279 millions avant échanges/  
4 337 millions après échanges**  
(en EUR : 6 862 millions/6 971 millions)

En 2001, la stratégie d'émission de la BEI a consisté à diversifier plus avant sa clientèle d'investisseurs et à poursuivre la mise en œuvre de mesures destinées à renforcer la liquidité et, partant, l'attrait des obligations de la Banque pour les investisseurs.

4,3 milliards de GBP au total ont été levés, ce qui correspond à 8,2 % du volume total, hors emprunts d'État, des titres à revenu fixe en livre sterling émis en 2001. La BEI représente plus de 12 % de l'indice des titres à revenu fixe, hors emprunts d'État, en livre sterling et elle est l'émetteur de référence pour les emprunts autres que les emprunts d'État.

L'activité d'émission en livre sterling a essentiellement pris la forme de réouvertures de lignes de référence en cours. Alors que, dans la première partie de l'année, ces augmentations ont porté sur les échéances les plus éloignées (2021 à 2039) du fait de changements survenus dans l'environnement réglementaire au Royaume-Uni, elles ont par la suite concerné plutôt les opérations allant jusqu'à 10 ans de durée. La Banque a aussi lancé un nouvel emprunt à 5,5 % à échéance 2011, dont elle a augmenté le montant pour le porter à 950 millions de GBP.

Un système de tenue de marché pour la pension livrée (REPO) a été mis en place pour améliorer la liquidité des emprunts BEI de référence. Les prix des titres BEI en sterling sont désormais cotés en temps réel sur la plate-forme Reuters « EIBGBP01 » par les membres du groupe des intermédiaires spécialisés de la Banque pour la livre sterling.

La Banque a également émis avec succès à l'intention des particuliers des obligations qui ont été placées au travers des plates-formes de courtage électronique de ces intermédiaires désignés.

On citera, au nombre des opérations structurées, une émission liée à l'indice des prix de détail, à annuités constantes

et de 33 ans de durée, dont le produit était destiné à être prêté face à face au Partenariat Public-Privé Dudley Hospital. Une première émission d'un emprunteur AAA avec indexation limitée sur l'inflation (IPD : max. 5 %, min. 0 %) a été lancée pour une durée de 30 ans.

**USD : 11 705 millions avant échanges/  
2 276 millions après échanges**  
(en EUR : 13 092 millions/2 484 millions)

11,7 milliards d'USD ont été empruntés, soit le montant annuel le plus important jamais levé par la BEI dans cette monnaie. Quatre émissions globales ont été lancées, les titres ayant été placés dans des proportions croissantes auprès d'investisseurs américains. L'émission globale de 4 milliards d'USD à échéance 2006 est la plus grande émission de la Banque dans cette monnaie.

Tout au long de l'année, la BEI a lancé des émissions de grande taille : tout en renforçant la perception que le marché a de la liquidité des emprunts de la Banque, cette stratégie permet de s'y présenter moins souvent, ce qui a une incidence positive tant sur les performances que sur le coût de la collecte.

Une courbe d'emprunts de référence liquides a été constituée, avec 24 milliards d'USD d'encours et des prix cotés



#### Encours des emprunts EARN au 31 décembre 2001

Coupon %	Echéances (millions EUR)	Montant
4,500	15.02.2003	3 360
5,250	15.04.2004	6 188
3,875	15.04.2005	3 000
4,875	15.04.2006	5 000
4,000	15.02.2007	5 000
5,750	15.02.2007	2 578
5,000	15.04.2008	6 082
4,000	15.04.2009	4 538
5,625	15.10.2010	3 000

38 746

en temps réel sur la plate-forme Reuters « EIBUSD01 » par les teneurs de marché.

Des émissions en USD destinées aux petits porteurs ainsi que des opérations structurées dans cette monnaie ont contribué à diversifier encore davantage la clientèle des investisseurs de la BEI pour l'USD, complétant l'éventail des produits spécifiquement destinés à répondre à la demande au Japon et en Europe.

#### Marchés européens

La Banque a procédé à une émission de 400 millions de NOK à 5 ans, dont le produit a été échangé contre des SEK. Un contrat-cadre d'émission a été mis en place en Suède à hauteur de 30 milliards de SEK. Un emprunt de 300 millions de CHF à 10 ans a permis à la Banque de faire son retour sur le marché suisse. 228 millions de DKK et 577 millions de SEK ont été levés dans le cadre de contrats d'échange en raison des conditions défavorables de collecte directe dans ces monnaies.

#### Marchés d'Europe centrale et orientale

La BEI a accru son activité d'émission dans les PECO de près de 50 % par rapport à 2000 ; elle s'est procuré au total, en neuf émissions, la contre-valeur de 304 millions d'EUR en couronnes tchèques (CZK), forints hongrois (HUF) et zlotys polonais (PLN).

La BEI a largement contribué au développement du marché intérieur polonais des capitaux, ayant été le premier émetteur à mettre en place un contrat-cadre d'émission, qui a été signé pour 3 milliards de PLN. Une émission de 500 millions de PLN à 10 ans et coupon zéro a été lancée au titre de ce programme et les obligations ont été placées auprès d'investisseurs polonais.

En Hongrie, une fois les restrictions de change levées, ce qui a rendu possible les

règlements dans la monnaie nationale hors du pays, la Banque a aussi été la première à émettre en HUF sur le marché international, par une transaction portant sur 20 milliards de forints. Ces dernières années, la BEI a déjà émis des emprunts sur le marché intérieur du HUF au titre du contrat-cadre d'émission qu'elle a mis en place pour cette monnaie.

La Banque a augmenté l'encours de son emprunt à échéance 2013 et à coupon zéro de 1 milliard de CZK ; les obligations ont été placées en grande partie à l'intérieur de la République tchèque.

Un total de 4,7 milliards de couronnes slovaques (SKK) a été collecté dans le cadre de contrats d'échange de monnaies afin de financer des opérations de prêt locales.

#### Marchés d'Afrique du Sud, d'Asie et de la zone Pacifique

Le montant total emprunté en rands sud-africains (ZAR) a été de 1,3 milliard ; cela a permis à la Banque de contribuer de manière flexible au financement de projets en Afrique du Sud, notamment le projet routier N4 qui a été primé. Au Japon, la Banque a accru sa part de marché sur le segment des émissions structurées, avec 40 milliards de JPY empruntés au travers d'un grand nombre de transactions. La BEI a été très présente sur les marchés de la zone Asie-Pacifique, notamment sur les marchés intérieurs de Taiwan et de l'Australie, ainsi que de Hong Kong. À Taiwan, le volume total emprunté a été de 9 milliards de TWD. La Banque est revenue sur le marché intérieur australien avec une émission de 200 millions d'AUD. À Hong Kong, elle s'est imposée comme le plus gros émetteur international avec la première transaction du nouveau millénaire : un emprunt de 2,5 milliards de HKD.



# Coopération avec le secteur bancaire

Le Groupe BEI entretient une intense coopération avec le secteur bancaire, tant pour ses activités sur les marchés des capitaux, que pour l'octroi de prêts. Cette coopération est indispensable pour que le Groupe BEI :

- contribue au financement d'un nombre élevé de projets individuels de grande taille en ayant recours, dans des cas appropriés, à l'intermédiation ;
- puisse recourir aux garanties adéquates pour le financement de projets individuels privés, le tiers de garanties offertes à la Banque l'étant par des banques ou institutions financières ;
- puisse assumer, grâce à son expérience dans l'évaluation de projets appelant des financements à long terme, son rôle de catalyseur dans la mise en place de « tours de table » solides, permettant le financement de projets dans les meilleures conditions de taux et de durée ;
- contribue, par l'octroi de prêts globaux, à l'amélioration de l'environnement financier des PME et des promoteurs de projets d'infrastructures de petite ou moyenne dimension.

Les prêts consentis par la **BEI** en coopération avec la communauté bancaire concernent notamment les prêts globaux. Ce mécanisme de financement indirect et décentralisé des investissements de petite ou moyenne dimension a été conçu pour être proche des besoins des PME ou collectivités locales que la BEI ne peut financer directement pour des raisons d'efficacité. Répondant à un besoin réel et relayés aujourd'hui par un réseau de quelque 180 banques partenaires -dont plus d'un quart n'ont été introduites que durant les trois dernières années- les prêts globaux ont

connu un développement régulier et représentent en 2001 un tiers de l'activité dans l'Union. Le mécanisme est également mis en œuvre dans les pays candidats et partenaires avec quelque soixante banques. Annuellement des dizaines de milliers de PME et de collectivités locales bénéficient ainsi de financements BEI.

Dans les pays tiers, la BEI coopère également avec des institutions financières multilatérales ou bilatérales.

Afin d'assurer, en fonction de l'investissement envisagé, la meilleure synergie

entre les fonds disponibles, la BEI continuera de s'associer à ces institutions, notamment pour favoriser les montages financiers les plus efficaces, partager les risques et assurer coordination et complémentarité entre différentes institutions financières partenaires.

Le **FEI** intervient souvent, en étroite coopération avec la collectivité financière, pour développer les structures de capital-risque dans l'Union et les pays candidats et garantir le portefeuille de banques en faveur de PME.

## Diversité des produits offerts

Soucieux d'offrir les meilleures sources de financement à ses clients et pour tenir compte de l'évolution du marché, le Groupe BEI continue d'élargir et de moderniser la gamme de ses instruments de financement.

Outre les prêts à moyen ou long terme, les prêts globaux, le capital-risque et les garanties en faveur des PME, le Groupe BEI offre, grâce à son Mécanisme de

financement structuré (MFS), une gamme complète de produits dans les domaines du financement des entreprises et des projets.



# *Le fonctionnement du Groupe BEI*







# Mieux rendre compte en améliorant la transparence

Banque publique dont la raison d'être est de soutenir les objectifs de l'Union par la mise en œuvre de politiques d'investissement définies par ses Gouverneurs endéans le cadre tracé par les Conseils européens, la Banque et sa filiale, le FEI, sont motivés par une exigence d'efficacité opérationnelle soutenue par un impératif de communication efficace et par la volonté de nouer des partenariats avec toutes les parties prenantes à ses activités.

## Partenariat avec les représentants élus des citoyens européens

Au fil des années, la BEI, au nom du Groupe, a établi, puis approfondi, un dialogue politique avec le **Parlement européen**, caractérisé par la participation à plusieurs réunions de commissions parlementaires (dont, en particulier, la Commission économique et monétaire) et par l'examen en séance plénière d'un « rapport du Parlement sur le suivi des activités de la Banque ». Ce dialogue permet à la fois aux représentants élus des citoyens de l'Union de mieux connaître l'action du Groupe, et à celui-ci d'entendre de vive voix les priorités du Parlement européen quant aux politiques de l'Union. Enfin, cette relation continue de travail permet au Parlement d'intégrer l'action du Groupe BEI dans l'accomplissement de ses responsabilités législatives, budgétaires et de contrôle politique, renforçant ainsi la cohérence des actions de l'Union au bénéfice de ses citoyens.

Pour renforcer cette stratégie d'ouverture, la BEI s'est également rapprochée du **Comité économique et social** afin de permettre la prise en compte des avis du Comité dans la définition de ses stratégies d'investissement et, d'autre part, de mettre à profit le rôle renforcé du Comité, tel que défini par le Traité de Nice, en tant qu'interface entre les instances de l'Union et la société civile.



*Philippe Maystadt  
en séance plénière du Parlement européen*



### Coopération avec le Conseil

Parallèlement, la Banque, au nom du Groupe, est régulièrement présente au **Conseil Ecofin** et à ses instances préparatoires, mettant à disposition son expertise des questions économiques et du financement d'investissement. En outre, il est fréquent que le Conseil européen se réfère à la Banque ou au FEI pour assurer la réalisation de nouvelles actions communautaires mettant en oeuvre des instruments bancaires ou financiers. Ce fut le cas en 2001 lors des Conseils de *Stockholm*, en mars, invitant le Groupe BEI à intensifier ses financements et prises de participations dans les domaines de la connaissance et l'innovation, et à *Gand*, en octobre, où le Conseil s'est référé à la BEI pour mener une action stabilisatrice de l'investissement dans les secteurs les plus touchés par le ralentissement économique.

### Relations de travail avec la Commission européenne

Le Groupe BEI a également resserré ses liens opérationnels avec la **Commission** afin d'améliorer les synergies entre prêts de la Banque, interventions du FEI et moyens budgétaires de l'Union en soutien d'objectifs communs. Il en est particulièrement ainsi dans les domaines du développement régional, de la préparation des pays candidats à l'adhésion, de la recherche-développement, du soutien à la production européenne de l'audiovisuel, domaines qui ont fait l'objet d'accords entre le Groupe et l'exécutif européen. Par ailleurs, le FEI et la Commission ont signé un accord de gestion faisant du Fonds le mandataire de l'exécution du budget opérationnel de la DG-Entreprise à travers le « programme pluriannuel pour les entreprises » (MAP). Enfin, un important accord a été conclu entre la BEI et la Commission dans le domaine de la protection de l'environnement, afin de mieux coordonner les actions respectives pour faciliter la réalisation concrète des engagements pris par l'Union en la matière.



## Transparence et dialogue avec la société civile

Début 2001, la Banque a mis en œuvre sa nouvelle politique de **transparence**. Cela se traduit notamment par une politique d'information repensée, en ligne avec les exigences de la législation communautaire la plus avancée, et répondant aux demandes essentielles des parties prenantes aux activités de la Banque. Ainsi, la BEI publie désormais sur son site Internet :

- ses stratégies opérationnelles, par la mise en ligne de son Plan d'Activité et de ses politiques sectorielles, en particulier celles relatives à l'environnement, au développement durable, au changement climatique et à la préparation des pays candidats à l'adhésion ;
- la liste des projets en cours d'examen, sous réserve, s'il y a lieu, de la protection des intérêts légitimes de confidentialité opérationnelle de la

Banque et de ses contreparties ; chaque projet publié est assorti d'une information détaillée sur les paramètres de l'investissement envisagé ;

- des notices explicatives détaillées sur ceux des projets déjà financés qui font l'objet d'une attention particulière de la part de groupes d'intérêt ;
- des exposés sur les procédures et méthodes d'évaluation, le cycle d'un projet, ainsi que sur les structures de suivi des investissements financés.

Cet effort de transparence est prolongé par *un dialogue continu avec la société civile à travers les ONGs*. Au cours de la seule année 2001, la Banque a participé à 5 réunions tenues par des ONGs sur des aspects sectoriels de ses activités, et elle a elle-même organisé deux tables-rondes, l'une en juin à Bruxelles sur sa politique d'information, l'autre à Londres, en novembre, pour débattre de ses politiques de réduction de la pauvreté et de dévelop-

pement durable dans les pays émergents.

De plus, en réponse à la demande formulée par le Parlement européen, le Conseil et la Commission, invitant les autres institutions et organes de l'UE à tenir compte des principes et limites du nouveau Règlement qui leur est applicable, la Banque a entrepris de réviser ses règles sur l'accès du public aux documents.

Enfin, la Banque adhère au Code de bonne conduite administrative dans ses relations avec le public dans des termes similaires à ceux adoptés par les autres institutions de l'Union, mais adaptés en tant que de besoin à la nature particulière de ses activités de nature bancaire et financière.



Annuellement, la BEI tient une vingtaine de conférences de presse

## La gouvernance de la BEI

Le **Conseil des gouverneurs** réunit les ministres désignés par chacun des Etats membres, généralement les Ministres des finances. Il définit les orientations de la politique de crédit, approuve les comptes et le bilan annuels, décide de la participation de la Banque à des opérations de financement à l'extérieur de l'Union et des augmentations de capital. Il nomme les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.



*Le Conseil d'Administration*

Le **Conseil d'administration** assure la conformité de la gestion de la Banque avec les dispositions du Traité et des Statuts, et avec les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il a compétence exclusive pour décider des prêts, des garanties et des emprunts. Ses membres sont nommés par le Conseil des gouverneurs

pour une période de cinq ans (renouvelable) sur désignation des Etats membres et sont responsables uniquement devant la Banque. Le Conseil d'administration est composé de 25 administrateurs et 13 suppléants, dont respectivement 24 et 12 sont désignés par les Etats membres ; un administrateur et un suppléant sont désignés par la Commission européenne.

Le **Comité de direction** est l'organe exécutif collégial et permanent de la Banque. Sous l'autorité du Président et sous le contrôle du Conseil d'administration, il assure la gestion courante de la Banque et recommande au Conseil d'administration des décisions dont il assure ensuite l'exécution. Le Président de la Banque ou, en son absence, l'un des vice-présidents, préside des réunions du Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont responsables uniquement devant la Banque ; ils sont nommés par le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration pour une période de six ans.

Les trois membres du **Comité de vérification** sont nommés par le Conseil des gouverneurs pour un mandat de trois ans renouvelable. Depuis 1996, Le Comité comprend également un observateur, qui est nommé chaque année pour un mandat d'une durée d'un an. Organe indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs, le Comité de vérification s'assure que les opérations de la Banque ont été menées en conformité avec les procédures prévues dans ses Statuts et vérifie la régularité de ses livres. Le Conseil des gouverneurs prend note du Rapport du Comité de vérification et de ses conclusions, ainsi que de la Déclaration du Comité, avant d'approuver le Rapport annuel du Conseil d'administration.



*Le Comité de vérification*





## Le Comité de direction de la BEI

*La direction collégiale de la Banque et  
les responsabilités de supervision de ses membres*

### Philippe MAYSTADT

Président de la Banque et de  
son Conseil d'administration



- Relations avec le Parlement
- Questions institutionnelles
- Rapports avec le contrôleur financier et l'Audit interne
- Ressources humaines
- Budget
- Technologies de l'Information
- Gouverneur de la BERD

### Massimo PONZELLINI

Vice-président



- Financements en Italie, en Grèce, à Chypre et à Malte
- Risques de crédit et administration des financements
- Comptabilité et contrôle du risque financier
- Activités en faveur des PME

### Ewald NOWOTNY

Vice-président



- Financements en Autriche, Suède, Finlande, Islande, Norvège, Slovaquie, Turquie et dans les Balkans ; relations avec la Suisse
- Etudes économiques et financières
- Réseaux transeuropéens
- Liaison avec la NIB

### Wolfgang ROTH

Vice-président



- Financements en Allemagne et dans les pays d'Europe centrale candidats à l'adhésion
- Politique d'information et communication
- Vice-gouverneur de la BERD

### Francis MAYER

Vice-président



- Financements en France, au Maghreb, au Machrek, en Israël et à Gaza/Cisjordanie
- Politiques financières
- Marché des capitaux
- Trésorerie
- Membre du Conseil d'administration du FEI

### Peter SEDGWICK

Vice-président



- Financements au Royaume-Uni
- Protection de l'environnement
- Relations avec les ONG ; ouverture et transparence
- Audit interne et externe et relations avec le Comité de vérification
- Relations avec la Cour des comptes
- Membre du Conseil d'administration du FEI

### Isabel MARTÍN CASTELLÁ

Vice-présidente



- Financements en Espagne, au Portugal, en Belgique, au Luxembourg, en Amérique latine et en Asie
- Financements structurés et nouveaux instruments de prêt
- Affaires juridiques (aspects opérationnels)
- Liaison avec la BIAD et la BASD

### Michael G. TUTTY

Vice-président



- Financements en Irlande, au Danemark, aux Pays-Bas, dans les pays ACP et en Afrique du Sud
- Evaluation des projets et évaluation ex-post des opérations
- Développement régional
- Prêts globaux
- Liaison avec la BAD

# Structure des services

(situation au 15 avril 2002)

## Secrétariat général

Francis CARPENTER  
Secrétaire général



## Administration générale

Rémy JACOB  
Directeur  
*Instances dirigeantes, Protocole*  
Hugo WOESTMANN  
*Planning, budget et contrôle*  
Theoharry GRAMMATIKOS  
*Traduction*  
Georg AIGNER  
*Achats et services administratifs*  
Manfredo PAULUCCI de CALBOLI  
*Services généraux et gestion de l'environnement de travail*  
Agustín AURIÀ

## Institutions

*Bureau de Bruxelles*  
Dominique de CRAYENCOUR  
Directeur  
*Coordination externe*  
Evelyne POURTEAU  
Directeur associé

## Information et communication

Henry MARTY-GAUQUIÉ  
Directeur  
*Politiques de communication*  
Adam McDONOUGH  
*Communication externe et relations avec les médias*  
Paul Gerd LÖSER  
*Gestion de la documentation et de l'information*  
Marie-Odile KLEIBER  
Directeur associé  
*Réalisation des recommandations d'audit*  
Helmut KUERT  
*Elargissement et coordination interne*  
Ferdinand SASSEN  
Conseiller principal

## Direction des Prêts-Europe

Terence BROWN  
Directeur général



## Royaume-Uni, Irlande, Pays nordiques

Thomas BARRETT  
Directeur  
*Banque, Industrie et titrisation*  
Bruno DENIS  
*Infrastructures économiques*  
Tilman SEIBERT  
*Financements structurés et opérations de partenariat public-privé (PPP)*  
Cheryl FISHER  
*Pays nordiques*  
Michael O'HALLORAN

## Espagne, Portugal

Alfonso QUEREJETA  
Directeur

*Espagne – PPP, Infrastructures, secteur social et urbain*  
Christopher KNOWLES  
*Espagne – Banques, Industrie, Energie et télécommunications*  
Fernando de la FUENTE  
*Bureau de Madrid*  
Alberto BARRAGÁN  
*Portugal*  
Rui Artur MARTINS  
*Bureau de Lisbonne*  
David COKER

## France, Benelux

Laurent de MAUTORT  
Directeur  
*France – Infrastructures*  
Jacques DIOT  
*France – Entreprises*  
Constantin SYNADINO  
*Belgique, Luxembourg, Pays-Bas*  
Henk DELSING

## Allemagne, Autriche

Joachim LINK  
Directeur  
*Allemagne-Länder du nord*  
Peggy NYLUND GREEN  
*Allemagne-Länder du sud*  
Heinz OLBERS  
*Bureau de Berlin*  
Franz-Josef VETTER  
*Autriche, Energie et télécommunications en Allemagne*  
Paolo MUNINI

## Pays candidats

Emanuel MARAVIC  
Directeur  
*Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Euratom*  
Grammatiki TSINGOU-PAPADOPETROU  
Directeur associé  
*Hongrie, Slovaquie, banques, IED (investissement étranger direct)*  
Cormac MURPHY  
*Bulgarie, Roumanie*  
Rainer SAERBECK  
*République tchèque, Slovaquie*  
Jean VRLA

## Italie, Grèce, Chypre, Malte

Thomas HACKETT  
Directeur  
*Infrastructure*  
Bruno LAGO  
*Energie, environnement et télécommunications*  
Alexander ANDÖ  
*Industrie et banques*  
Jean-Christophe CHALINE  
*Grèce*  
Themistoklis KOUVARAKIS

## Département « Soutien aux opérations »

Jos van KAAM  
Directeur  
*Coordination*  
Thomas FAHRTMANN

*Informatique et informations sur la gestion*  
Guy BERMAN  
*Soutien à l'activité de prêt*  
Ralph BAST

## Direction des Prêts-Autres pays

Jean-Louis BIANCARELLI  
Directeur général



*Service de Conseil pour les questions Economiques de Développement*  
Daniel OTTOLENGHI  
Conseiller en chef pour le développement  
Flavia PALANZA  
Conseiller économique principal

## Méditerranée et Balkans

Antonio PUGLIESE  
Directeur  
*Maghreb*  
Alain SÈVE  
*Machrek, Moyen Orient*  
Jane MACPHERSON  
*Balkans, Turquie*  
Patrick WALSH

## Afrique, Caraïbes, Pacifique, Afrique du Sud

Martin CURWEN  
Directeur  
*Afrique occidentale et sahélienne*  
Tassilo HENDUS  
*Afrique centrale et orientale*  
Jacqueline NOËL  
Directeur associé  
*Afrique australe et Océan indien*  
Justin LOASBY  
*Caraïbes et Pacifique*  
Stephen MCCARTHY

## Amérique latine et Asie

Claudio CORTESE  
Directeur  
*Amérique latine*  
Matthias ZÖLLNER  
*Asie*  
Siward de VRIES

## Direction des Finances

René KARSENTI  
Directeur général



## Marchés des capitaux

Barbara BARGAGLI-PETRUCCI  
Directeur  
*Euro – Emprunts de référence*  
Carlos FERREIRA DA SILVA  
*Euro – Autres emprunts*  
Joseph VOGTEN  
*Europe (Hors-EURO), Afrique*  
David CLARK  
*Amériques, Asie, Pacifique*  
Carlos GUILLE

## Trésorerie

Anneli PESHKOFF  
Directeur  
*Gestion des liquidités*  
Francis ZEGHERS  
*Gestion actif/passif*  
Jean-Dominique POTOCKI  
*Gestion du portefeuille*  
James RANAIVOSON

## Prévisions et règlement des opérations

Francisco de PAULA COELHO  
Directeur  
*Back-office Prêts*  
Gianmaria MUSELLA  
*Back-office Trésorerie*  
Erling CRONQVIST  
*Back-office Emprunts*  
Yves KIRPACH  
*Développement systèmes, base de données prêts*  
Charles ANIZET  
*Politique financière, GAP et gestion des risques de marché*  
Alain GODARD

*Coordination*  
Henri-Pierre SAUNIER

## Direction des Projets

Michel DELEAU  
Directeur général



Mateo TURRÓ CALVET  
Directeur associé, réseaux d'infrastructures

*Etudes économiques et financières*  
Eric PERÉE

## Infrastructures

Christopher HURST  
Directeur  
Axel HÖRHAGER  
*(Coordinateur Balkans)*  
Andrew ALLEN  
Luigi MARCON  
*Transport rail et route*  
José Luis ALFARO  
*Transport aérien, maritime et urbain*  
Philippe OSTENC  
*(Passation des marchés)*  
*Eau et assainissement*  
José FRADE

## Energie, Télécommunications, Gestion des déchets

Günter WESTERMANN  
Directeur  
*Electricité et gestion des déchets*  
René van ZONNEVELD  
Heiko GEBHARDT  
*(Gestion des déchets)*  
*Pétrole et gaz*  
(Günter WESTERMANN)  
*Télécommunications et technologie de l'information*  
Carillo ROVERE  
*Questions économiques*  
Gerhardus van MUISWINKEL

## Industrie et services

Constantin CHRISTOFIDIS  
Directeur  
*Ressources primaires et sciences de la vie*  
Jean-Jacques MERTENS  
Peder PEDERSEN  
*Industries manufacturières et services*  
Bernard BÉLIER  
Pedro OCHOA  
*Capital humain*  
Stephen WRIGHT  
*Economie industrielle*  
Hans-Harald JAHN

## Département « Soutien à la stratégie »

Patrice GÉRAUD  
Directeur  
Gianni CARBONARO  
*Politiques de prêt*  
Guy CLAUSSE  
*Gestion de la qualité*  
Angelo BOIOLI  
*Gestion des ressources*  
Daphné VENTURAS  
*Unité « Environnement »*  
Peter CARTER

## Direction des Affaires juridiques

Eberhard UHLMANN  
Directeur général



*Questions financières et Politique institutionnelle*  
Marc DUFRESNE  
Co-directeur  
*Questions financières*  
Nicola BARR  
*Politique institutionnelle*  
Carlos GÓMEZ DE LA CRUZ

## Opérations

Konstantin ANDREOPOULOS  
Directeur général adjoint  
*Politique opérationnelle et Balkans*  
Roderick DUNNETT  
*Allemagne, Autriche, PECO*  
Gerhard HÜTZ  
*Espagne, Portugal*  
Ignacio LACORZANA  
*Danemark, Irlande, Finlande, Suède, Royaume-Uni*  
Patrick Hugh CHAMBERLAIN  
*Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas*  
Pierre ALBOUZE  
*ACP, Amérique latine et Asie, Méditerranée, PTOM*  
Regan WYLIE-OTTE  
*Grèce, Italie, Chypre, Malte*  
Manfredi TONCI OTTIERI

## Risques de crédit

Pierluigi GILIBERT  
Directeur général



## Infrastructure et industrie

Per JEDEFORS  
Directeur  
*Risque Financement de projets*  
Klaus TRÖMEL  
*Méthodologies de risques de crédit et produits dérivés*  
Luis GONZALEZ-PACHECO  
*Banques*  
Georg HUBER  
*Coordination et support*  
Elizabeth MATIZ

## Ressources humaines

Andreas VERYKIOS  
Directeur



*Budget et intégration horizontale*  
Zacharias ZACHARIADIS  
*Ressources*  
Jörg-Alexander UEBBING  
*Développement*  
....  
*Administration*  
Michel GRILLI

## Evaluation des opérations

Horst FEUERSTEIN  
Directeur



Juan ALARIO GASULLA  
Campbell THOMSON

## Contrôle financier

Patrick KLAEDTKE  
Contrôleur financier



Luis BOTELLA MORALES  
Contrôleur financier adjoint  
*Comptabilité*  
(Luis BOTELLA MORALES)  
*Contrôle interne et contrôle de gestion*  
Antonio ROCA IGLESIAS

## Technologies de l'information

Luciano DI MATTIA  
Directeur

*Systèmes existants et soutien aux applications*  
Joseph FOY  
*Progiciels pour activités de base*  
(Luciano DI MATTIA)  
*Prêts, publications, budget*  
Simon NORCROSS  
*Infrastructure*  
José GRINCHO

## Audit interne

Peter MAERTENS  
Directeur associé

## Economiste en chef

Alfred STEINHERR





## La gouvernance du FEI

Le FEI est dirigé et administré par les trois organes suivants :

- l'Assemblée générale de tous les actionnaires (BEI, Union européenne, 28 banques), qui se réunit au moins une fois par an ;
- le Conseil d'administration, qui se compose de sept membres et décide des opérations du Fonds ;
- le Directeur général, qui assure la gestion du Fonds en conformité avec les dispositions des Statuts et avec les orientations et principes directeurs adoptés par le Conseil d'administration.

Enfin, les comptes du Fonds sont vérifiés par un Collège de trois commissaires aux comptes nommés par l'Assemblée générale.

### La structure du FEI

**Walter CERNOIA**      **Directeur général**

Marc SCHUBLIN      *Chef de la division Coordination institutionnelle et stratégique*

**Robert WAGENER**      **Secrétaire général**

Frank TASSONE      *Chef de la division Administration et contrôle financier*

Maria LEANDER      *Chef de la division Services juridiques*

Susanne RASMUSSEN      *Responsable des ressources humaines*

**John A. HOLLOWAY**      **Directeur des opérations**

Alessandro TAPPI      *Chef de la division Garanties*

Jean-Philippe BURCKLEN      *Chef de la division Opérations de capital-risque 1 (Belgique, France, Italie, Grèce, Luxembourg, Pays-Bas, Espagne, Royaume-Uni)*

Kim KREILGAARD      *Chef de la division Opérations de capital-risque 2 (Autriche, Danemark, Finlande, Allemagne, Irlande, Portugal, Suède, pays candidats)*

Thomas MEYER      *Chef de la division Gestion et suivi des risques*





# Le fonctionnement du Groupe BEI

Soucieuse de maintenir des conditions de travail harmonieuses et enrichissantes, la Banque a, en 2001, développé des politiques et des mesures nouvelles, notamment la mise en place d'une procédure révisée d'appréciation de son personnel et le transfert de responsabilités en matière budgétaire et de gestion du personnel vers les directions.

## Organisation et structures

La Banque adapte régulièrement son organisation et ses structures de fonctionnement. L'année 2001 a été marquée par le renforcement de ses capacités d'identification stratégique et de support aux opérations, ainsi que reflété dans l'organigramme (pages 42 et 43) disponible sur le site Web de la BEI ([www.bei.org](http://www.bei.org))

## Représentation du Personnel

En 2001, le Collège des représentants du personnel (RP) a poursuivi avec le Département des ressources humaines (RH) le travail précédemment engagé sur le développement et la mise à jour du règlement du personnel. Pour permettre une large participation, les travaux sont conduits par l'intermédiaire de plus de 10 groupes de travail RP/RH sur des questions importantes tant pour le personnel que pour la direction ; peuvent être mentionnées les appréciations annuelles, les rémunérations, ainsi que les travaux des Comités paritaires, dont le plus récent est le comité paritaire pour la santé, l'hygiène et les conditions de travail.

## Égalité des chances

Le Comité paritaire pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (COPEC), veille à la mise en œuvre de la politique de l'égalité des chances au niveau des carrières, de la formation et des infrastructures sociales. L'année dernière, il a plus particulièrement fait des propositions menant à la mise en place réussie d'une politique améliorée de congés parentaux, dont le remplacement à long terme pour congés de maternité.

## Développement individuel

En matière de développement individuel, l'objectif de la Banque reste le maintien des qualifications et des compétences de son personnel à un niveau élevé tout en lui offrant simultanément des opportunités de développement. En 2001, la première phase du « Management Development Programme », lancée en 1999, s'est terminée. Plus de 120 membres du personnel de direction ont participé à des séminaires sur la stratégie, le « leadership » et la gestion du changement. Par ailleurs, un nouveau programme est en préparation pour le développement des compétences de management dans la gestion quotidienne.

## Protection des données à caractère personnel

Le Règlement (CE) N° 45/2001 du 18/12/2000, entré en vigueur le 1er février 2002, vise à assurer que les dispositions applicables dans les États

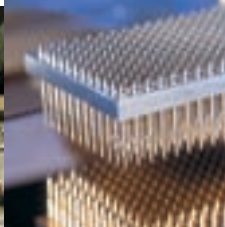
membres relatives à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données s'appliquent également aux institutions et organes communautaires. En 2001, d'importants travaux ont été conduits afin d'assurer une mise en conformité de la Banque avec les dispositions du Règlement.

## Effectifs

Fin décembre 2001, l'effectif de la Banque s'élevait à 1 097, soit une augmentation de 6,2 % par rapport à l'année précédente.

## Le FEI

Devenu la branche spécialisée dans le capital-risque du groupe BEI, le FEI a poursuivi la réorientation de ses activités suite à la décision l'assemblée générale de juin 2000. L'accroissement d'activité, a été soutenu par des recrutements pour renforcer les équipes opérationnelles. En plus, une division Gestion de risque et de contrôle a été créée. Fin 2001, l'effectif s'élevait à 50 personnes, dont 78 % de personnel de conception, reflétant la priorité donnée aux opérations et la mise en place des synergies administratives au sein du Groupe.



# Bilan simplifié du Groupe BEI

Bilan au 31 décembre 2001 (en milliers d'euros)

## ACTIF 31.12.2001

1. caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	22 180
2. effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales ajustement juste valeur	1 519 621 106 1 519 727
3. créances sur les établissements de crédit	
a) à vue	181 292
b) autres créances	9 917 933
c) prêts	84 654 699
	94 753 924
4. créances sur la clientèle provisions spécifiques ajustement juste valeur	101 085 284 - 175 000 33 179 100 943 463
5. obligations et autres titres à revenu fixe	
a) des émetteurs publics	3 262 797
b) d'autres émetteurs	3 418 574
ajustement juste valeur	- 46
	6 681 325
6. actions et autres titres à revenu variable ajustement juste valeur actions	838 530 5 642 844 172
7. actifs incorporels	7 788
8. actifs corporels	84 528
9. autres actifs	
a) à recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME	3 528
b) débiteurs divers	538 779
c) compte d'ajustement des contrats d'échange de devise	1 236 663
d) ajustement juste valeur dérivés	6 948 150
	8 727 120
10. comptes de régularisation	2 378 477
	215 962 704

## PASSIF 31.12.2001

1. dettes envers des établissements de crédit	
a) vue	607 622
b) à terme ou à préavis	607 622
2. dettes représentées par un titre	
a) bons et obligations en circulation	178 293 413
b) autres	857 103
	179 150 516
primes d'émissions nettes	17 852
ajustement juste valeur	4 741 338
	183 909 706
3. autres passifs	
a) bonifications d'intérêt reçues d'avance	324 956
b) créditeurs divers	989 394
c) divers	44 245
d) ajustement juste valeur dérivés	2 414 809
	3 773 404
4. comptes de régularisation	3 779 972
5. provisions pour risques et charges	
* fonds de pension du personnel	474 951
* provisions pour garanties données	24 312
6. Part des intérêts minoritaires	216 349
7. capital souscrit non appelé	100 000 000 - 94 000 000 6 000 000
8. réserves consolidées	
a) fonds de réserve	10 000 000
b) réserve supplémentaire	3 154 706
c) réserve de consolidation	27 279
	13 181 985
d) ajustement juste valeur 01.01.2001	- 117 883
e) évaluation titres disponibles à la vente	3 266
	13 067 368
9. fonds affectés au mécanisme de financement structuré	250 000
10. fonds affectés aux opérations de capital-risque	1 500 000
11. fonds pour risques bancaires généraux	1 080 000
12. résultat de l'exercice avant affectation affectation de la période au fond pour risques bancaires généraux après affectation	1 424 021 - 145 000 1 279 021
	215 962 704



# Projets finançables par le Groupe BEI

Dans l'Union européenne et dans les pays candidats à l'adhésion, les projets pouvant prétendre à un financement doivent contribuer à un ou plusieurs des objectifs suivants :

- renforcement de la cohésion économique et sociale, création d'activité économique concourant au développement économique des zones les moins favorisées ;
- promotion des investissements pour une société basée sur la connaissance et l'innovation ;
- amélioration des infrastructures et services dans les domaines de l'éducation et de la santé, composantes essentielles du capital humain ;
- développement des infrastructures d'intérêt communautaire dans le domaine des transports, des télécommunications et du transfert d'énergie ;
- préservation de l'environnement et amélioration de la qualité de la vie, y compris par le recours aux énergies renouvelables ou alternatives ;

- sécurité de l'approvisionnement énergétique par l'utilisation rationnelle, la valorisation des ressources internes ou la diversification des importations ;
- amélioration de l'environnement financier des PME pour concourir à leur développement par le biais :
  - de prêts globaux, à long et moyen terme, de la BEI ;
  - des activités de capital-risque du FEI ;
  - de garanties du FEI en faveur des PME.

**Dans les pays partenaires**, la BEI participe à la mise en oeuvre des politiques de l'Union en matière d'aide et de coopération au développement grâce à des prêts à long terme sur ses ressources propres ou à des financements subordonnés et à des capitaux à risques sur ressources budgétaires des États membres ou de l'Union. Elle intervient :

- dans les pays méditerranéens pour concourir à la réalisation des objectifs

du Partenariat euro-méditerranéen en vue de la création d'une union douanière à l'horizon 2010 ;

- dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), en Afrique du Sud et dans les PTOM ;
- en Amérique latine et en Asie où elle soutient certains types de projets d'intérêt mutuel à l'Union et aux pays concernés ;
- dans les pays des Balkans, où elle contribue aux objectifs du Pacte de stabilité en concentrant ses interventions non seulement sur la reconstruction des infrastructures de base et le financement de projets ayant une portée régionale, mais également sur le développement du secteur privé.

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs pour les prises de vue illustrant ce rapport :

Masterfile (couverture, p. 10, 12, 16, 19, 30, 32), Fotostock (couverture, p. 17, 28, 38), La Vie du Rail/Collardey (couverture), La Vie du Rail/Recoura (p. 25, 27), La Vie du Rail/Besnard (p. 26), Benelux Press (couverture, p. 6, 8, 14, 17, 20, 24, 25, 26, 46, 47), Fränk Weber (p. 3, 5, 45, 47), Rol Schleich (p. 4), Imedia (p. 5, 31, 40, 41, 42, 46), Getty Images (p. 11), DaimlerChrysler (p. 13), Corbis Stockmarket (p. 13, 15, 27, 33, 35, 46, 47), CNRS (p. 14), Stone (p. 15, 47), Housing Fund of Finland (p. 16), Sue Cunningham (p. 18, 19, 20, 22, 26), Barcs Endre (p. 18), Image Bank (p. 19, 28, 34), Klaipėda State Seaport Authority (p. 20), Meridiana (p. 21), Electricity Authority of Cyprus (p. 21), Bakwena Platinum Corridor Concessionnaire (p. 22), Office National de l'Electricité, Maroc (p. 23), Pirelli (p. 23), SADE (p. 23), Graffinity Pharmaceutical Design GmbH (p. 24, 25, 46), Cofiroute (p. 27), Siemens press photo (p. 28, 29), Universidad de Alicante (p. 29), Parlement européen (p. 37, 39), Iso-press (p. 39), K. Scheel (p. 41, 42), J.P. Kiefer (p. 41, 42), Cofiroute (p. 46), ENEL (p. 47).

## Adresses du Groupe BEI

### Banque européenne d'investissement

100, boulevard Konrad Adenauer  
L-2950 Luxembourg  
Tél. (+352) 43 79 - 1  
Fax (+352) 43 77 04

Internet : [www.bei.org](http://www.bei.org)  
E-mail : [info@bei.org](mailto:info@bei.org)



*Département des  
opérations des prêts :*  
*Italie, Grèce, Chypre, Malte*  
Via Sardegna, 38  
I-00187 Rome  
Tél. (+39) 06 47 19 - 1  
Fax (+39) 06 42 87 34 38

*Bureau d'Athènes :*  
364, Kifissias Ave & 1, Delfon  
GR-152 33 Halandri/Athènes  
Tél. (+30) 10 68 24 517 - 9  
Fax (+30) 10 68 24 520

*Bureau de Berlin :*  
Lennéstrasse, 17  
D-10785 Berlin  
Tél. (+49 - 30) 59 00 479 - 0  
Fax (+49 - 30) 59 00 47 99

*Bureau de Bruxelles :*  
Rue de la loi 227  
B-1040 Bruxelles  
Tél. (+32 - 2) 23 50 070  
Fax (+32 - 2) 23 05 827

*Bureau de Lisbonne :*  
Regus Business Center  
Avenida da Liberdade, 110 - 2°  
P-1269-046 Lisbonne  
Tél. (+351) 21 34 28 989  
Fax (+351) 21 34 70 487

*Bureau de Madrid :*  
Calle José Ortega y Gasset, 29  
E-28006 Madrid  
Tél. (+34) 91 43 11 340  
Fax (+34) 91 43 11 383

### Fonds européen d'investissement

43, avenue J.F. Kennedy  
L-2968 Luxembourg  
Tél. (+352) 42 66 88 - 1  
Fax (+352) 42 66 88 - 200

Internet : [www.eif.org](http://www.eif.org)  
E-mail : [info@eif.org](mailto:info@eif.org)

